

SUBJECT FILE  
TECHNICAL ASSISTANCE  
70-01 MINING AND NATURAL RESOURCES  
ANNEX

28/02/1963-11/05/1963

PLEASE RETAIN  
ORIGINAL ORDER

UN ARCHIVES

SERIES S-0728

BOX 29

FILE 6

ACC. Dg13/1.6.1.0.0



L.22/63

11 May 1963

70-01

annex

To : Mr. Godfrey K.J. Amashree  
Under-Secretary-in-charge of Civilian Operations in the Congo

From : S. Habib Ahmed  
Chief of Civilian Operations

Subject : Reports of mining experts. First quarter 1963.

... I attach for your information copies of the following memoranda:

1. Note from Mr. Molly dated 23 April regarding the activities of the mining experts in the first quarter of 1963;
2. Quarterly report by Mr. Richard, mining engineer;
3. Report by Mr. Baud, geological expert;
4. Two reports by Mr. Verter, technical adviser of the Minister of Mines.
5. Report by Mr. Ross, mining expert.

I would draw your attention in particular to the report of M. Richard, especially the reference to smuggling on pages 7 and 8 and the conclusions on pages 10 to 11. Mr. Baud's report is highly technical but, together with the other reports, will probably be of interest to the Bureau of Economic Affairs.





BOITE POSTALE 7148  
LEOPOLDVILLE  
REPUBLIQUE DU CONGO  
CABLE ONUC, LEOPOLDVILLE

Le 23 avril 1963

A : Mr. Stanislas Ansee, Chef des Opérations Civiles.

De : M. N. Nelly, chef section Ressources Naturelles

Objet : Activité des experts durant le 1er trimestre 1963

On trouvera ci-joint les rapports des experts sur leur activité durant ce trimestre.

1° - Mr. Richard nous donne un rapport très vivant sur les divers problèmes qu'il a eu à traiter en qualité de conseiller, attaché directement au cabinet du Ministre. Il semble avoir réussi dans sa mission, en inspirant confiance à celui-ci, mais ne semble pas avoir toujours obtenu une collaboration efficace des autres fonctionnaires du Ministère pour résoudre les inextricables problèmes qui se posent.

2° - Mr. Richard a déposé une brève note sur son activité en qualité de conseiller du Secrétaire Général. Celle-ci ne semble pas avoir été très importante, mais ceci tient au fait que fort peu de problèmes sont confiés par le Ministre à son Secrétaire Général.

D'autre part Mr. Verter nous a donné une note sur ses travaux relatifs à la législation minière. Ceux-ci avaient assez lentement, mais il faut bien admettre qu'un tel travail demande réflexion et ne peut être effectué dans la précipitation. Il sera cependant peut-être possible au Ministère de prendre des dispositions transitoires pour régler les problèmes les plus urgents, en attendant que les textes définitifs soient adoptés.

3° - Mr. Nelly a consacré toute son activité à la révision de la législation minière et donne une brève note à ce sujet. A noter qu'il avait été chargé de préparer le travail de Mr. Lindstrom et nous apitoyons un peu de compte que celui-ci ne viendra pas.

4° - Mr. Baud nous a fourni un rapport fort utile sur le "Projet de levé géologique à l'échelle 1/500.000ème de l'ensemble de la République du Congo", qui sera joint au projet relatif à l'Institut de Recherche Géologique et Minière qui va être déposé.

Un second rapport très intéressant a été établi par Mr. Baud, sur la tournée qu'il a effectuée au Bas-Congo avec Mr. Leboff, du Service Géologique.

5° - Mr. Lindström nous a fourni le 15 mars un rapport que je vous ai déjà communiqué en son temps sur l'inspection minière des mines d'or de Kasitanga et Lubushwa, et sur son activité auprès du Ministère Provincial des Mines de Bakavu. Depuis ce moment il est immobilisé à Bakavu, et ne nous a donné que son rapport confidentiel du 15 avril.

Tous nos experts, bien que travaillant parfois dans des conditions difficiles, montrent beaucoup de bonne volonté et font de leur mieux.

Bien que peu adaptés à l'Afrique, ils commencent à s'habituer à la mentalité des Congolais, à apprendre la patience et à remplir efficacement leur rôle de conseillers et d'assistants.

Annexes : 1 rapport Richard du 19/4/63  
2 rapports Verter du 17/4/63  
1 rapport Koss du 30/5/63  
1 rapport Band du 13/7/63  
1 rapport Band du 13/7/63  
1 rapport Bides du 13/5/63 (déjà communiqué)



RAPPORT TRIMESTRIEL

En A Monsieur Mollly Senior Adviser, Section Mines.  
De Monsieur Richard Roger, Ingenieur civil des Mines

+++++

Arrivé le 4 janvier 1963, après une douzaine de jours consacrés à prendre connaissance des éléments de l'industrie et de l'économie minière du Congo, nous avons été mis à la disposition de Monsieur le Ministre des Terres, Mines et Energie du Gouvernement Central ; d'ordre de Monsieur le Ministre nous avons été affecté comme conseiller technique au Ministère.

Une mission générale, en provenance de la Direction de l'ONUC prévoyait :

- 1° Etude de la réorganisation générale des Services du Département des Mines.
- 2° Formation accélérée d'un ou deux fonctionnaires Congolais appelés à remplacer rapidement auprès du Ministre.
- 3° Inspections périodiques dans les divers provinces Minières.

Dès notre prise de contact et notre entrée en service Monsieur le Ministre des Mines, par instructions verbales nous a donné pour mission :

1° de superviser l'ensemble des questions intéressant les directions : Mines, Géologie, Energie, et de contrôler les courriers arrivés et départ relevant de ces trois secteurs

2° de veiller à la formation et de conseiller :

Le chef de cabinet : Monsieur Luhaka P.

Le chef de cabinet adjoint : Monsieur N'Zibu A.

L'attaché : Monsieur Ebondo S.

ainsi que du secrétaire particulier : Monsieur Malonga J. nécessairement, nous devions établir des contacts étroits et confiants avec : Monsieur Kapwata, Directeur du Service des Mines, Monsieur M'Yusbi, Sous Directeur, et enfin avec Monsieur Kassekanda, Commissaire Principal Chef de la Police Nationale des Mines.

3° A compter du 1er Mars, Monsieur le Ministre s'est demandé de réunir deux fois par semaines, trois jeunes licenciés de Sciences Economiques : Messieurs Bongosa J. (Affaires-Stranger), Libotjo C. (314 Shell), Monsieur Listaka.

4° En collaboration avec Monsieur Alerte, conseiller Juridique, nous avons en cours une mission d'études portant sur l'ensemble des problèmes urgents du Secteur Mines et Energie, soit : définition de la politique Minière à promouvoir dans

l'immédiat.

Programme de développement de l'Economie et de l'Industrie Minière au cours des 10 prochaines années.

Le présent rapport exalant tout long exposé, nous nous



bornerons à un bref énoncé des thèmes de notre activité et des solutions conseillées.

A) .- FORMATION DES FONCTIONNAIRES DU MINISTÈRE

Par ordre de préséance :

Monsieur LUNAKA P. - Chef de Cabinet :

Possédant une solide formation administrative acquise auprès du CFL à Kindu et Bukavu, puis au Service de la Conservation Foncière, met au service de son pays une grande conscience professionnelle.

Au cours de notre travail en commun, j'ai pu constater qu'il avait une claire notion de ses devoirs de chef.

Il a poursuivi avec tenacité la formation du personnel subalterne, l'amélioration de l'efficacité et l'augmentation du rendement de l'ensemble du Cabinet.

Les seules lacunes notables à relever et à combler sont :

- a) Un certain manque de sens d'organisation
- b) Un léger complexe de timidité et d'hésitation devant les décisions à prendre.

Nommé récemment Chef de la Conservation des titres foncières du Maniema à Kindu, il nous a demandé de rester en contact épistolaire avec lui pour le conseiller sur les questions minières intéressant la Conservation des titres foncières, et de faire périodiquement escale à Kindu au cours de nos éventuelles missions régionales.

Nous pensons que monsieur Liden Inspecteur des Mines à Bukavu devrait prévoir un contact mensuel avec lui.

Cette collaboration technique nuancée de sympathie réciproque nous a paru fructueuse et prometteuse.

Monsieur A. N'Zimbu, Chargé plus spécialement des questions minières au Ministère :

Excellente formation secondaire rédige bien, mais qui devra élaguer un style aspoulé et par trop redondant ; outre une certaine fantaisie et un léger manque de méthode qui nuisent à son rendement. Des contacts plus fréquents avec les autorités minières provinciales et la confrontation avec des problèmes épineux modifieront rapidement ses jugements trop théoriques sur les questions administratives et financières du Secteur Minier, mûriront et durciront son caractère au point de le rendre parfaitement apte à jouer son rôle de cadre supérieur. Son honnêteté est à l'heure actuelle totale et son point de rupture moral semble devoir rester élevé.

Monsieur EBONDO S. Adjoint de Monsieur N'Zimbu.

Esprit réaliste possédant un grand sens des contacts humains et du social, n'a aucune difficulté à s'assimiler rapidement la méthode d'analyse des problèmes que nous lui avons conseillée. Il rédige de façon concise, son jugement paraît sain.

S'il complète sa culture générale, il sera apte à résoudre correctement les problèmes administratifs miniers.

Ses sens des réalités, son courage physique et moral



-3-  
sa connaissance des ethnies Congolaises en font un collaborateur précieux pour toute mission délicate auprès des autorités et des populations provinciales dans des circonstances politiques difficiles.

Elément d'excellente valeur morale, devra compléter sa culture générale, technique et administrative.

Monsieur Malonga Jacques.- Secrétaire particulier, ex-instituteur à Pointe Noire, consciencieux, rédige bien, fera un bon fonctionnaire lorsqu'il aura une plus longue expérience des hommes et des situations difficiles, surtout dans le domaine minier, où il est fraîchement introduit.

Son point de rupture moral nous paraît élevé, fera un adjoint de confiance.

En sus nous avons été saisi à conseiller :

Monsieur Mapwata, Directeur du Service des Mines

Monsieur M'Vumbi, Sous-Directeur

Monsieur Kasanda, Commissaire Chef de la Police Nationale des Mines

Monsieur Lumba, Directeur de l'Energie au Ministère

Les relations avec les trois premiers, un peu gênées au cours du premier mois, (influence des conseillers Belges), se sont progressivement dégelées au point de devenir confiantes surtout avec Messieurs M'Vumbi et Kasanda.

Ils ont sollicité nos conseils sur les questions suivantes :

La lutte contre le trafic des diamants

La délimitation et la défense des zones A

Les Zones Minières non prospectées

1° Obligation de prospection par les Sociétés

La réorganisation de la Police Nationale des Mines

La création d'un bureau des cartes et des permis à

la Direction des Mines.

Relations avec Messieurs les Conseillers de l'aide technique Belge.

Monsieur Vass.- Ex Directeur du Service des Mines du Congo Ex Belge :

Monsieur Capon.- Ex Ingénieur au Service des Mines spécialiste de statistique et économie minière.

Monsieur Bertrand.- Ex Ingénieur au Service des Mines spécialiste du Diamant.

Monsieur de Smet.- Conseiller Juridique à la Conservation Foncière.

Monsieur Connotte.- Conseiller Juridique à la conservation foncière provinciale de Bakavu.

Au cours de notre premier mois de service au Ministère nous nous sommes heurtés à une obstruction agissante de la part des Conseillers Belges, par la suite nous avons été assez heureux pour établir une meilleure collaboration, en particulier avec Messieurs Vass et Capon.



Les résultats concrets de ce revirement se sont matérialisés sous la forme de :

- a) Communication de divers dossiers Miniers .
- b) Echanges d'informations .
- c) révélations de l'emplacement des dossiers et cartes des divers permis d'exploitation des concessions des zones réservées par conventions .

Avec Monsieur Vaes , en particulier , nous pensons être entré depuis deux mois et définitivement dans une aire de collaboration et de confiance , sans que toutefois cette collaboration aille jusqu'à nous dévoiler tous les emplacements de riches mines minières dormentes connues des Stés Belges , et mises au " FRIGIDAIRE " par elles .

Nous faisons toutefois toutes réserves sur les possibilités de collaboration avec Messieurs Bertrand et Counotte .

### B. - QUESTIONS TRAITÉES

( avec indications schématiques des solutions proposées )

#### 18. Reprise des pouvoirs concédants au C.F.L.

Volonté de l'Etat d'une convention étudiée et mise au point depuis un an et demi soumise doucement en attendant l'approbation et la signature du gouvernement congolais .

Sous réserve de modifications radicales de l'article de cette convention , qui compromet la perception des futures redevances et taxes minières , nous avons conseillé la ratification d'urgence et le retour immédiat et total aux diverses provinces ( ex Kivu ) des prérogatives domaniales minières .

Notre dernière et récente mission au Kivu Miniers , nous a permis de confirmer la possibilité d'un transfert rapide .

Sur demande de Monsieur le Ministre , nous préparons un projet juridique et pratique , ( archives , immeuble , matériel , personnel ) de transfert rapide .

#### 29. Renouvellement de la Convention de recherches du Syndicat de la Cuvette congolaise .

Contre engagement de procéder à une nouvelle campagne de recherches d'un montant de 200 Millions de Francs Belges , une demande renouvellement de la convention pour une nouvelle période de 15 ans a été introduite auprès du Ministère . Une correspondance antérieure présageait un accord sur la base de 300 millions de Francs Belges .

Monsieur le Ministre a bien voulu faire adopter nos conseils , à l'expiration de la présente convention , il exigera de ce Syndicat une réduction de la surface du permis à 50.000 Km<sup>2</sup> au lieu des 800.000 Km<sup>2</sup> de la présente convention et l'engagement de mener à bien un programme de Géophysique , ( Gravimétrie , sismologie ,



Electricité ) et une campagne de sondages postérieures , d'une valeur globale de 2 Milliards de Francs belges .

Le reste des 800.000 Km<sup>2</sup> de la Cuvette Centrale devront être répartis entre une dizaine de Sociétés étrangères dans les mêmes conditions .

Il n'est pas indifférent de connaître comment fut créé ce syndicat . Sous le choc créé par une proposition d'un institut confessionnel de géophysique Américain ( Jésuite ) ce syndicat fut créé d'urgence avec la participation de la Colonie du Congo Belge ; une étude gravimétrique fut entreprise et deux sondages de deux mille mètres furent menés à bien .

Le Dossier a disparu et copie devra en être récupérée auprès du bureau de la firme en Belgique .

38. Inexistence de renseignements synthétiques et systématiques sur l'état et la carte :

Des permis spéciaux de recherches

Des permis d'exploitations

Des concessions

Des zones faisant l'objet de conventions spéciales

Des zones non encore ouvertes à la prospection minière

Monsieur le Ministre n'a donné son accord pour remédier d'urgence à cet état de choses inadmissible , et constituer un répertoire général centralisé avec report sur cartes de l'ensemble de ces diverses catégories de droits miniers .

Cette lacune semble faire partie d'une politique d'obstruction systématique ; l'ensemble des renseignements se trouve concentrés dans des archives à Bruxelles .

40. Réorganisation des Services Mines , Géologie , Énergie

Pour mener à bien cette réorganisation , il y a lieu de procéder à une étude comparative de :

- a) L'organisation existante avant Juin 1960
- b) L'organisation en son état actuelle
- c) L'organisation prévue par deux projets successifs dont le dernier est en instance depuis 8 mois à la Fonction Publique .

Notre première étude sur ces questions nous a montré :  
que - a) Les charges techniques de ces services ne sont plus assurées

- b) L'administration est lente et peu compétente
- c) Les effectifs techniques ( conseillers ) sont squelettiques ( 5 Ingénieurs environ au lieu de 30 Ingénieurs en 1960 , et 3 au Service Géologie au lieu de 32 en 1960 )
- d) Le CSM et le Laboratoire de Géologie de Bukavu sont en sommeil sans aucune activité ) .

L'opération la plus urgente est sans aucune hésitation possible la mise en place d'une inspection des Mines



très active , dont les deux missions clefs , outre les problèmes de sécurité seront :

- a) Interdire l'écoulement des glissements
- b) Imposer et contrôler la reconstitution des réserves exploitables

59 Etat d'accaparement et stérilisation du domaine minier par certaines anciennes sociétés .

Outre les 800.000 Km2 du Syndicat de la cuvette congolaise il nous a été donné de relever des domaines miniers de 240.000 Km2 , 100.000 Km2 , 50.000 Km2

Cette stérilisation doit cesser .

Sur nos instances une première démarche a été entreprise par le Service des Mines pour obtenir un renoncement bénévole de certaines ex parties importantes de leur domaine minier

Une deuxième démarche va être entreprise pour obliger les Sociétés à communiquer leur programme de prospection et recherches :

détaillé pour les deux prochaines années  
approximatif pour les trois années suivantes .

Finalement un décret minier en préparation prononcera la déchéance ~~des droits~~ des droits sur les zones non prospectées à la date de parution de l'arrêté et dont la prospection n'est pas incluse dans le programme quinquennal de prospection de la Sté .

Des normes de travaux exigibles au Km2 seront imposées de façon assez souple pour ces prospections , mais le contrôle devra être très strict et fréquent , obligation sera faite aux sociétés d'adresser au Service des Mines un rapport trimestriel détaillé de prospection .

( Les anglais exigent un rapport mensuel ) .

60 Réorganisation de la Police Nationale des Mines

Institution très critiquée , dont les statuts ne sont encore approuvés par aucun acte législatif .

Ses membres ne sont fait malheureusement remarquer assez souvent par leur vénalité . Bien souvent , ce n'est souvent que l'attrait des diamants qui attire les candidats au recrutement ; ce recrutement est l'objet de conflits constants entre le pouvoir central et les trois provinces du Kasai .

72 Organisation du Secteur de l'Energie .

Cette direction fantomatique , non par son Directeur qui existe bien en chair et en os , mais par le reste de son personnel et par ses activités exigerait un expert spécialiste pour endiguer les empiètements des Travaux Publics .

Si aucune mesure n'est prise pour assurer assez rapidement une vie dynamique à l'Energie , une disette d'électricité est prévisible pour 1965 .

89 Centre Atomique de Lovanium

Géré par



... par M. Gilson, le centre congolais par ...  
de l'Université, le centre a assuré avec détail la  
continuité de formation de techniciens de l'Université  
Africaine. - 3° Ici on se il pourra être pris en charge  
par un Universitaire Congolais qui finit ses études en  
Californie. Il est susceptible d'un grand rayonnement  
technique en Afrique dont il devrait devenir un centre  
régional (le 3ème).

### 9° Problème d'attribution des devises aux Entreprises Minières pour 1963

La action énergique a été menée par le Ministre  
en plein accord et sous l'impulsion très énergique de  
Monsieur Moly ; elle vient d'être couronnée d'un plein  
succès, dont le principal mérite doit être attribué  
à l'action tenace et résolue de Monsieur Moly.

Il est un point révélateur que la production Minière  
est chahutée de façon catastrophique, les nouveaux taux  
permettent d'envoyer pour fin 1963 la valeur aux  
taux normaux de production de 1959.

### 10° Lutte pour la répression des trafics illégitimes de minéraux précieux (Or et Diamants)

Très rapidement, Monsieur le Ministre nous a demandé  
d'étudier un programme efficace de lutte contre le  
trafic des minéraux précieux, et de préparer pour le  
Conseil des Ministres un rapport au final d'un  
crédit spécial hors budget pour mener à bien cette lutte.

Certainement trois ou quatre et peut-être cinq tonnes  
d'or échappent à l'économie officielle, la production  
globale de diamants industriels atteint certainement les  
niveaux de production record, il est à craindre que 400  
tonnes de la production illégitime ne soit illégitime et  
incontrôlée, prenant ainsi le chemin de l'étranger  
sans rapporter ni devises ni taxes à l'Etat.

En l'état actuel, il n'est pas exagéré de dire que  
près de 30 Millions de dollars de devises échappent à la  
Balance Minière Congolaise et 300 Millions de Francs  
Congolais de droits et taxes sont compromis.

Cet afflux incontrôlé et incontrôlable de Minéraux  
sur le marché international effondre les cours du marché  
régulier à tel point que la dernière société productrice  
officielle de diamant envisage de cesser temporairement ses  
activités.

Pour apprécier toutes les conséquences  
du trafic de diamants, il faut savoir que le commerce  
régulier et licite des diamants représentait 15% du  
montant des exportations minières Nationales ; de plus il  
apportait un argent, et draineait à son tour  
une catastrophe mondiale est prévisible à brève  
échéance sur le marché du diamant industriel.

A la demande de Monsieur le Ministre nous avons établi un avant projet de programme de lutte comportant :

1° Une solide base juridique à faire voter par les autorités législatives de la République pour affirmer sans contestation possible la propriété de l'Etat sur les matières précieuses saisies et permettre l'achat et la vente des diamants par l'Etat.

2° Une régularisation juridique de l'état de fait de la cessation d'exploitation, de ses gisements par la Forminière, un contrôle et une réorganisation pratique de l'exploitation illégitime artisanale et coutumière.

3° Une organisation concurrentielle de l'achat des diamants sur les lieux de production artisanaux et de la fourniture coopérative des biens de consommation pour concurrencer et éliminer les trafiquants.

4° L'organisation de l'exportation et de la vente des diamants contre devises en accord avec le Syndicat de Londres.

5° La restauration de l'efficacité et de l'autorité de la FNM, ainsi que de son incorruptibilité par la sélection et l'instauration d'un régime de primes sur la valeur des saisies.

6° Création de Bureaux d'achats officiels à Léo ainsi que d'une bourse de vente.

### 112 Délivrance des laissez-passer pour les zones A.

L'obtention d'un laissez-passer pour les zones A est la clef ouvrant la porte du trafic ; cette délivrance donne lieu actuellement à une concurrence importante, qui pourrait être supprimée par application de règles strictes et un meilleur choix des personnalités, ainsi que l'obligation d'apposer trois signatures sur le laissez-passer.

### 129 Question des quotas de production et de vente d'étain.

### 130 Nomination du Vice Président et d'administrateurs au CA de l'Ecole des Mines de Bukavu.

En suspens

### 145 Programme de remise en route du CEM à Bukavu.

Est à l'étude, devra être étudié conjointement avec la remise en route de l'Irsac et du laboratoire de Géologie.

### 151 Liaison et ét. des communes avec les experts Mines et Quéril du Marché commun.

Cette liaison a été compromise par l'obligation qui nous a été faite de voyager dans un avion sous indépendance de Monsieur Achopke.

Il s'avère ainsi que la pseudo économie entraîne des conséquences contraires.



166 Politique Minière à promouvoir d'urgence au Congo

Nous avons préconisé les mesures suivantes :

- a) Favoriser l'implantation de consortium minier entre personnes compétentes techniquement et puissants financièrement pour la mise en valeur des gisements de masse à teneur moyenne ou faibles.
- b) faciliter la création de petites et moyennes entreprises sur des gisements moyens ou petits n'intéressant pas les géants de l'industrie minière.
- c) promouvoir l'organisation d'exploitations artisanales alluvionnaires d'abord, primaires ensuite, et ce dans un cadre coutumier coopératif.

Ces actions supposent la remise à la disposition du pouvoir concédant des immenses superficies stérilisées par les ex grandes sociétés Belges.

Si cette condition préalable suffit pour le démarrage de a), en ce qui concerne la création des petites et moyennes entreprises, cette mesure doit être complétée par : la création d'un BRHM qui prospectera et servira d'ingénieur conseil pour ces petites et moyennes entreprises.

Pour suppléer à l'absence actuelle d'une classe moyenne de chefs d'entreprise et de cadres techniques, il faut prendre des mesures de formation accélérée.

La réussite des exploitations artisanales et des petites entreprises n'est possible qu'à condition de mettre en place un office national de commercialisation des produits et de cession du matériel et des produits nécessaires à l'exploitation.

170 Remise en ordre du domaine minier de l'état

Un arrêté à l'étude fixera les conditions d'abandon des zones accaparées et stérilisées non susceptibles d'être prospectées ou mise en exploitation dans un délai de cinq ans.

180 Etude des possibilités de résorption du sous-emploi par les différentes formes du développement d'activités minières prévues au 166

Cette étude de très longue haleine est rendue très difficile par l'absence de statistiques concernant le sous-emploi.

190 Etude et mise au point d'une convention de prospection en faveur de la Falconbridge of Africa Congo Limited

200 Mission d'étude financière, technique et sociale sur la Kilombe Mine

- de documentation sur les possibilités minières de S-O du Ruwenzori
- de liaison et de documentation avec les autorités provinciales du Kivu
- de préparation de reprise des pouvoirs concédants du CFL



# CONCLUSION

Après trois mois et demi de contact avec le Congo et ses problèmes, je crois devoir souligner les points suivants :

Vu les connaissances juridiques, sociales, historiques, ethnologiques, économiques exigées pour le parfait accomplissement de notre tâche de conseiller technique sur les secteurs d'économie, de législation et d'industrie minière, un temps précieux serait économisé, des erreurs seraient évitées, une harmonieuse coopération serait facilitée, et une monographie synthétique du Congo était mise à la disposition de l'expert à son arrivée.

Une bibliographie judicieusement sélectionnée, une bibliothèque soigneusement composée faciliterait singulièrement notre tâche.

Ceci est rendu d'autant plus nécessaire que les experts belges font de l'obstruction systématique.

Autre fait remarquable / 1. Le manque de liaison et de coordination entre les experts Onuc des différents services et Ministères.

Pour notre part nous avons indiqué à Monsieur Liden la nécessité absolue de travailler en liaison avec les trois ministres des mines des provinces relevant de son inspection minière, il est vrai que pour l'instant il est bien en peine de le faire car n'ayant pas de Jeep station wagon il en est réduit à faire 6 Km à pied pour aller à son bureau.

Ce "machin" de temps perdu n'est pas à l'honneur de l'Onuc ; sur trois mois et demi de séjour au CONGO de Monsieur Liden 15 Jours ont été utilisés, soit 1/7 de son temps ?????

Alors qu'il serait si simple de faire venir ou d'aller chercher une Jeep à Kampala ?

## Sur le plan de nos relations avec le Ministère des Mines

En dépit du fait que des relations très confiantes et même amicales se soient instaurées, nous ne sommes pas encore parvenu à faire admettre à Monsieur le Ministre / :

L'absolue nécessité de contacts personnels fréquents avec les ministres provinciaux, pour éviter l'apparition d'hostilités, de méprisements et de susceptibilités froissées.

L'impérieuse obligation pour les fonctionnaires et les conseillers du Ministère d'aller étudier les problèmes sur place et de pas rester dans sa tour d'ivoire.

De fréquents colloques ou séminaires d'information ou de formation doivent réunir Ministres et provinciaux et fonctionnaires du gouvernement central des Mines.



Nous signalons le danger d'incompréhension et d'insatisfaction aux réalités Congolaises (faits et hommes), que risque d'offrir le nouveau code minier, s'il continue d'être élaboré sans aucun contact, en particulier avec les réalités provinciales Congolaises.

Sans aucun doute, mieux vaudrait des modifications partielles immédiatement adoptées par le pouvoir législatif Congolais, qu'un code parfait suivant les conceptions Européennes et Occidentales, mais inadaptées aux réalités de l'Industrie Minière d'un pays neuf et tropical et d'une jeune Nation en cours de développement.

Par nos contacts provinciaux, en particulier avec la Conservation Foncière à Bukavu, nous avons pu nous rendre compte qu'une offensive virulente est déjà amorcée contre : " la modification du code minier par l'Onuc "

Techniquement, il convient d'éviter une erreur monumentale de base, il ne faut pas oublier que le pouvoir concédant appartient aux Ministres et aux Assemblées Provinciales.

Peu importe qu'il y en ait 6 ou 21, ignorer cette prérogative des provinces, revient à supposer que d'ici un court laps de temps, la République du Congo sera un Etat fortement centralisé, c'est plus qu'improbable.

#### Titularisation des Fonctionnaires en exercice :

Beaucoup de fonctionnaires Congolais en exercice, tout en étant fort valables, ne possèdent pas les diplômes exigés pour être titularisés et commissionnés dans le grade de leur fonction, il serait hautement désirable qu'ils puissent suivre des cours d'experts sanctionnés par des examens leur donnant droit à une titularisation.

Léopoldville , le Février 1963

Référence B.L. 5 du

---

Projet de Levé Géologique au 1/500.000  
de l'ensemble de la République du Congo  
( ancien Congo Belge et Ruanda Urundi )

---

Introduction :

Nous avons vu dans un précédent rapport B.L. I du 16/4/63  
( Note au sujet de l'Organisation du Service Géologique de Léopoldville )  
quelle était la situation de l'ex-Congo Belge par rapport à son voisin  
relativement l'A.E.F.

Rappelons très brièvement les faits :

L'ancienne Afrique Equatoriale Française et l'ancien Cameroun Français  
ont exécuté depuis 1948 un programme de levé géologique d'ensemble  
dit de " Reconnaissance " à l'échelle du 1/500.000

Ce programme était prévu pour 20 ans environ avec une douzaine  
d'ingénieurs géologues de terrain et une organisation matérielle  
et administrative basée à la capitale Brazzaville (Yaoundé pour  
le Cameroun ) en rapport avec le nombre d'ingénieurs de terrain.

Certains levés très spéciaux par leur utilité immédiate étaient  
effectués à des échelles plus grandes telles que le 1/200.000 et le  
1/50.000 , mais il s'agissait de cas particuliers et la règle  
demourait d'effectuer le levé général.

Le levé régulier au 1/200.000 par degré carré était prévu  
en deuxième étape demandant probablement une nouvelle tranche de 20 ans.  
Il fallait d'abord finir la première étape, très suffisante pour les  
besoins normaux , avant d'attaquer la deuxième étape.

Malgré la transformation des structures politiques en états  
indépendants libres de leurs crédits et de leurs services techniques,  
ce programme a presque été réalisé . L'aide matérielle et financière



du Gouvernement Français ne poursuit sous une forme atténuée pour finir de mettre au point le programme général initial.

Il appartiendra aux jeunes états issus de la Communauté Française d'élaborer la deuxième étape du programme géologique avec leurs propres moyens en personnel, matériel et financement.

Nous avons dit également ( B.L.I du ) que dans l'ex-Congo Belge une autre solution avait été poursuivie qui consistait à faire du particulier au 1/200.000 et au 1/50.000 en négligeant passablement le levé général pour lequel il n'y avait pas de programme nettement défini, ni des moyens matériels en rapport. Les événements précipités de 1960 en atteignant la structure politique du pays ont cristallisé un état de fait un peu chaotique du point de vue purement géologique, notamment au levé général à petite échelle telle que le 1/500.000 ou le 1/1.000.000.

L'échelle du 1/500.000 est pratique car elle permet d'introduire dans la carte des détails insoupçonnés au premier abord. C'est par l'expérience continue des levés sur plusieurs lustres que l'on s'est davantage aperçu de l'intérêt de cette échelle qui suppose une grandeur de maille de levé sur le terrain de 20 à 25 kilomètres. Mais en poursuivant ce levé méthodique, l'ingénieur géologue en charge d'une carte ne se contente pas de faire de la géologie pure ; il fait aussi de la géologie appliquée sous forme d'une prospection velante. Il a avec lui 2 à 3 aides-géologues européens et des prospecteurs africains dont certains commencent à s'élever dans l'échelle hiérarchique de cette catégorie d'emploi et dont on prévoit à brève échéance le passage dans la catégorie des aides-géologues, c'est-à-dire celle des collaborateurs immédiats de l'ingénieur chef de mission. On a vu pendant des années de leurs titulaires des laboratoires d'études de concentrés ou de préparations mécaniques tenus par des aides-géologues chevronnés et devant passer à des cadres africains par une instruction pratique en attendant d'avoir des élites africaines ayant suivi les Universités de France pour ce qui concerne la Géologie ou les Mines.

Le passé est mort et il faut maintenant songer au présent, c'est-à-dire à une organisation des services géologiques fonction des nouvelles structures politiques et s'y adaptant.



Le cas de la République du Congo Léopoldville ( ex-Congo Belge ) est particulièrement délicat et demande une réflexion en vue de l'avance du levé général d'ensemble .

Faut-il abandonner le levé général pour passer directement au 1/200.000 par degrés carrés . Le cas est possible pour quelques régions bien déterminées et suffisamment avancées pour servir prochainement en cartes avec notes explicatives car l'un ne peut aller sans l'autre . L'ensemble de la République du Congo levé de cette manière demanderait beaucoup trop de temps et beaucoup trop de personnel européen avant la mise en place des cadres géologiques autochtones . Il faut réorganiser les études géologiques et recréer un Service adapté aux conditions actuelles et pour cela repartir d'abord avec un effectif relativement réduit d'une dizaine de géologues de terrain, ce qui demande à peu près autant de techniciens de base itinérants et une organisation matérielle et administrative déjà passablement importante, c'est-à-dire pour l'ensemble une entité représentant un certain lieu dans le budget .

Il faut d'autre part remettre au point et dresser l'inventaire de tout ce qui a été fait en personnel, feuille par feuille, ce qui n'est pas une mince besogne de début car la plupart des anciens exécutants sont partis définitivement du pays et en ne peut plus profiter de leur expérience et parfois difficilement de leurs travaux lorsque ceux-ci n'ont pas été mis au point . On aurait toujours dû agir comme si un géologue partant au congé après un terme de 3 ans était un géologue perdu et qu'il devait préparer son travail de carte et de notes comme s'il ne devait pas revenir pour un nouveau terme . D'autre part il faut former les nouveaux cadres autochtones et c'est une œuvre de longue haleine où il n'y a guère de possibilités d'enseignement accéléré .

A mon humble avis d'expert géologue ayant plus de 30 ans de pratique il faut adopter un levé général au 1/500.000 et en acceptant encore de nombreux trucs pour essayer d'en tirer une utilité pratique au point de vue des perspectives très générales ( valantes ) à mener de front avec les nouveaux levés de complément et avec l'inventaire de ce qui a été fait.



Le 1er mai 1954, le Ministre de l'Intérieur a adressé au Ministre de l'Éducation nationale une lettre relative à la situation des universités algériennes. Cette lettre a été lue en séance au Conseil d'État le 15 mai 1954. Le Ministre de l'Éducation nationale a répondu à cette lettre le 22 mai 1954. Dans sa réponse, le Ministre de l'Éducation nationale a exposé les raisons qui ont motivé la situation des universités algériennes. Il a également exposé les mesures qui ont été prises pour améliorer cette situation. Le Ministre de l'Intérieur a répondu à cette réponse le 29 mai 1954. Dans sa réponse, le Ministre de l'Intérieur a exposé les raisons qui ont motivé la situation des universités algériennes. Il a également exposé les mesures qui ont été prises pour améliorer cette situation.

Le 1er mai 1954, le Ministre de l'Intérieur a adressé au Ministre de l'Éducation nationale une lettre relative à la situation des universités algériennes. Cette lettre a été lue en séance au Conseil d'État le 15 mai 1954. Le Ministre de l'Éducation nationale a répondu à cette lettre le 22 mai 1954. Dans sa réponse, le Ministre de l'Éducation nationale a exposé les raisons qui ont motivé la situation des universités algériennes. Il a également exposé les mesures qui ont été prises pour améliorer cette situation. Le Ministre de l'Intérieur a répondu à cette réponse le 29 mai 1954. Dans sa réponse, le Ministre de l'Intérieur a exposé les raisons qui ont motivé la situation des universités algériennes. Il a également exposé les mesures qui ont été prises pour améliorer cette situation.

N° 1 : Région du Bas-Congo entre Léopoldville

Méridiens 12° à 15° ; Parallèles 4° à 5°

Nous en avons déjà donné la description dans le rapport B.L. 4 du . Les levés géologiques sont suffisamment avancés pour certifier les cartes au 1/200.000 en l'espace de :  
2 ans pour 3 géologues, le levé de terrain étant réduit à 7 mois à 3 géologues = 21 géologues/mois

Il suffira donc d'en faire une réduction au 1/500.000 pour avoir en plus une carte qui cadre avec le levé général de l'ensemble de la République du Congo. Elle comprend notamment les centres administratifs suivants : Boma, Lukulu, Tshela, Soko-Sanku, Mutshi, Bengelala, Luvu, Thyeville, Mafinga, Kasangulu, Léopoldville.

N° 2 : Région de Kasenge-Lunda

Méridiens 15° à 18° ; Parallèles 6° à 8°

Cette carte ne représente à peine qu'une demi-feuille au 2 degrés carrés, soit  $2 \times 12.000 = 24.000 \text{ km}^2$ . Les levés sont presque entièrement faits sur le terrain; il suffit de levés de raccordement dans 2 géologues/mois, mais pour le travail de bureau et nettoiement il faut bien compter 1 an soit 8 = 12 G/M

La région comprend les centres administratifs suivants :  
Kasenge-Lunda

N° 3 : Région de Léopoldville

Méridiens 15° à 19° ; Parallèles 4° à 6°

Cette carte est à peu près terminée sur le terrain surtout la demi-feuille Ouest; il ne faut donc que des itinéraires de raccordement sur le terrain, soit 2 = 3 G/M. Pour la nettoiement définitif et la carte des deux demi-feuilles, il faudra bien compter 3 = 15 G/M

Les centres administratifs de la feuille complète sont :  
Léopoldville, Kasangulu, Mafinga, Kasenge, Pepelabaka, Naki-Mafinga.



N° 4 : Région de Banningville

Méridiens 15° à 18° ; Parallèles -2° à -4°

Cette carte ne comprend que les 3/4 d'une feuille et d'après sa nature géologique d'alluvions elle ne présente pas d'intérêt de levé immédiat, donc T = 0 G/M et B = 0 G/M

Les centres administratifs de cette feuille sont :

Banningville, Mushie

N° 5 : Région de la Mission Catholique de Manjimba Yandja

Méridiens 15° à 18° ; Parallèles 0° à -2°

Cette carte qui ne comprend que la moitié d'une demi-feuille ne présente pas d'intérêt immédiat car formée d'alluvions. Donc B = 0 G/M et T = 0 G/M

Il n'y a aucun centre administratif sur cette feuille qui est voisine d'Inanga

N° 6 : Région Mahomba - Tahikapa

Méridiens 18° à 21° ; Parallèles -6° à -8°

Cette carte comprend une demi-feuille Ouest de la région Mahomba presque entièrement levée sur le terrain sauf quelques itinéraires de raccordement, ce qui suppose

T = 3 G/M et B = 12 G/M

La demi-feuille Est ( Tahikapa ) a été étudiée par les Sociétés Minières de sorte que l'on peut supposer

T = 3 G/M et études de bureau B = 12 G/M

soit au total : T = 6 G/M et B = 24 G/M

Les centres administratifs sont Mahomba et Tahikapa

N° 7 : Région Kivié - Port Franqui

Méridiens 18° à 21° ; Parallèles -4° à -6°

La demi-feuille Ouest de Kivié est presque entièrement levée sur le terrain et il ne reste que des itinéraires de complément, soit T = 3 G/M et B = 12 G/M

La demi-feuille Est de Port Franqui a une moitié étudiée par des sociétés minières et une moitié à peine commencée, d'où provision T = 12 G/M et B = 12 G/M

Les centres administratifs sont : Kiviré, Idiefé, Ouaga  
et Port-Franqui.

N° 8 : Région Kouta - Ouchwa

Méridiens 18° à 21° ; Parallèles - 2° à - 4°

La demi-feuille Ouest ( Kouta ) ne présente pas d'intérêt  
immédiat car elle est située dans une zone d'alluvions du  
Lac Iépelé II, d'où  $T = 0$  G/M +  $B = 0$  G/M

La demi-feuille Est (Ouchwa) est à peine connue avec  
quelques rares itinéraires, d'où  $T = 15$  G/M +  $B = 15$  G/M  
soit au total pour la feuille :  $T = 15$  G/M +  $B = 15$  G/M

Les centres administratifs de cette carte sont Kouta et  
Ouchwa

N° 9 : Région Inenge - Mouketo

Méridiens 18° à 21° ; Parallèles 0° à - 2°

La demi-feuille Ouest ne présente pas d'intérêt immédiat car  
située dans les alluvions du Lac Iépelé II, d'où  $T = 0$  G/M  
+  $B = 0$  G/M

La demi-feuille Est (de Mouketo) est à peine connue avec  
quelques rares itinéraires, d'où  $T = 15$  G/M +  $B = 15$  G/M  
soit au total :  $T = 15$  G/M +  $B = 15$  G/M

Les centres administratifs sont : Inenge, Kiri, Bikere,  
Inenge, Beande, Mouketo

N° 10 : Région Caquilhatville - Bazankusu

Méridiens 18° à 21° ; Parallèles 0° à 2°

La demi-feuille Ouest ( Caquilhatville ) ne présente pas d'in-  
térêt immédiat car située dans les alluvions du Congo,  
d'où  $T = 0$  G/M +  $B = 0$  G/M

La demi-feuille Est ( Bazankusu ) est à peine connue  
avec quelques rares itinéraires, d'où  $T = 15$  G/M +  $B = 15$  G/M  
soit au total :  $T = 15$  G/M +  $B = 15$  G/M

Les centres administratifs sont : Caquilhatville, Melambo,  
Bemerge, Bazankusu, Befale

N° 11 : Région de Ouana

Méridiens 18° à 21° ; Parallèles + 2° à + 4°

La feuille est à peine connue, d'où  $T = 30$  G/M +  
+  $B = 30$  G/M.

Il n'y a que quelques vagues itinéraires



N° 12 : Région Baséle

Méridiens 18° à 21° ; Parallèles 4° à 6°

Cette feuille est à peine commencée bien qu'elle soit en face des feuilles françaises de Bangui-Ouest en cours d'édition et Bangui-Est déjà publiée en 1958. Elle servira beaucoup à l'avenir pour faire le raccord des formations géologiques du Congo avec celles de l'ex-Congo français.

Comme la superficie de la feuille est réduite en territoire de la République du Congo il faut compter : T = 20 G/M et B = 20 G/M.

Le seul centre administratif est Baséle situé à environ 200 km. de Bangui.

N° 13 : Région de Dilala à la frontière de l'Angola

Méridiens 21° à 24° ; Parallèles 12° à 10°

Cette région a été étudiée en partie par les sociétés minières et n'a qu'une superficie réduite approximativement de la moitié d'une demi-feuille. On peut supposer T = 6 G/M et B = 6 G/M.

La feuille est traversée par le chemin de fer de Kélewa à Banguela et le centre administratif de Dilala est à la frontière.

N° 14 : Région de Bandeda

Méridiens 21° à 24°

Cette région a été étudiée en partie par les sociétés minières et il faut compter : T = 15 G/M et B = 15 G/M.

Les centres administratifs sont Bandeda et Kapanga.

N° 15 : Région de Dibaya

Méridiens 21° à 24° ; Parallèles 8° à 6°

Cette région a été étudiée en partie par les sociétés minières et il faut compter : T = 15 G/M et B = 15 G/M.

Les centres administratifs sont : Louisa, Mwene Ditu, Dibaya, Kasumba, Bakwanga.

N° 16 : Région de Luluabourg

Méridiens 21° à 24° ; Parallèles 6° à 4°

Cette feuille a été en partie étudiée par les

sculptées minimes sur la moitié de la feuille, d'est

T = 18 G/M et B = 18 G/M

Les centres administratifs sont Lalusbourg, Dénou, Luksa,  
Dikbelongo, Lusamba, Lusaka, Nwaka

N° 17 : Région de Dekese - Lemela

\_\_\_\_\_ Méridiens 21° à 24° ; Parallèles - 4° à - 2°

Cette région n'a été qu'à peine effleurée au point de  
vue levé géologique de sorte qu'il faut compter 24 T = 24 G/M  
et B = 24 G/M

Les centres administratifs sont : Dekese, Kala, Ledja, Lemela

N° 18 : Région de Bekungu

\_\_\_\_\_ Méridiens 21° à 24° ; Parallèles - 2° à 0°

Cette feuille est entièrement à faire, d'est :

T = 24 G/M et B = 24 G/M

Les centres administratifs sont Kala, Bekungu

N° 19 : Région de Djelu - Baseke

\_\_\_\_\_ Méridiens 21° à 24° ; Parallèles 0° à + 2°

Cette feuille est presque entièrement à lever  
d'est T = 24 G/M et B = 24 G/M

Les centres administratifs sont : Djelu, Yahuna, Baseke, Benga-  
danga.

N° 20 : Région de Lisala - Benga

\_\_\_\_\_ Méridiens 21° à 24° ; Parallèles 4° à 2°

Cette feuille est presque entièrement à lever  
à part le quart de feuille de Lisala déjà bien avancé, d'est :

T = 21 G/M et B = 21 G/M

Les centres administratifs sont : Lisala, Bumba, Aketi, Bende,  
Businga.

N° 21 : Région frontalière de l'Oubangui de Banayville

\_\_\_\_\_ Méridiens 21° à 24° ; Parallèles 4° à 6°

Cette feuille est à peine en voie commencée



Les cartes de la région de la capitale  
ont été dressées par le Service Géologique  
du Canada en collaboration avec le Service  
des Mines et de la Géologie de l'Ontario.  
Les cartes de la région de la capitale  
ont été dressées par le Service Géologique  
du Canada en collaboration avec le Service  
des Mines et de la Géologie de l'Ontario.

Les cartes de la région de la capitale  
ont été dressées par le Service Géologique  
du Canada en collaboration avec le Service  
des Mines et de la Géologie de l'Ontario.  
Les cartes de la région de la capitale  
ont été dressées par le Service Géologique  
du Canada en collaboration avec le Service  
des Mines et de la Géologie de l'Ontario.

Les cartes de la région de la capitale  
ont été dressées par le Service Géologique  
du Canada en collaboration avec le Service  
des Mines et de la Géologie de l'Ontario.  
Les cartes de la région de la capitale  
ont été dressées par le Service Géologique  
du Canada en collaboration avec le Service  
des Mines et de la Géologie de l'Ontario.

Les cartes de la région de la capitale  
ont été dressées par le Service Géologique  
du Canada en collaboration avec le Service  
des Mines et de la Géologie de l'Ontario.  
Les cartes de la région de la capitale  
ont été dressées par le Service Géologique  
du Canada en collaboration avec le Service  
des Mines et de la Géologie de l'Ontario.

Les cartes de la région de la capitale  
ont été dressées par le Service Géologique  
du Canada en collaboration avec le Service  
des Mines et de la Géologie de l'Ontario.  
Les cartes de la région de la capitale  
ont été dressées par le Service Géologique  
du Canada en collaboration avec le Service  
des Mines et de la Géologie de l'Ontario.

N° 26 : Région Kindu-Port-Expais

Méridiens 24° à 27° ; Parallèles - 4° à - 6°

Cette feuille a été presque entièrement levée sur le terrain par le Service Géologique, d'où T = 6 et B = 12 G/M

Elle comprend les concessions minières de Ces Lampre pour étain et or, Syactala Sud pour étain, Ces Lalle pour étain et tungstène, Ces Mera pour étain et tungstène.

Les centres administratifs sont : Kibombo, Katake-Kambo, Kindu-Port-Expais, Pangl.

N° 27 : Région de Penhierville - Lubutu

Méridiens 24° à 27° ; Parallèles - 2° à 0°

Cette feuille a été à peu près entièrement levée sur le terrain par le Service Géologique, d'où T = 6 G/M et B = 12 G/M

Les concessions minières sont : Syactala Mera pour étain et tungstène, Ces Xima pour étain, Celolaka pour étain

Les centres administratifs sont : Punda, Lubutu, Penhierville, Cyala

N° 28 : Région de Stanleyville

Méridiens 24° à 27° ; Parallèles 0° à + 2°

La demi-feuille Ouest a été levée sur le terrain, d'où T = 15 G/M et B = 15 G/M

Les centres administratifs sont : Stanleyville, Bacalia

N° 29 : Région Buta - Feka

Méridiens 24° à 27° ; Parallèles + 2° à + 4°

La feuille reste complètement à lever, d'où

T = 24 G/M et B = 24 G/M

Les centres administratifs sont : Buta, Bambona, Feka

N° 30 : Région Ange, à la frontière de l'Oubangui oriental

Méridiens 24° à 27° ; Parallèles + 4° à + 6°

La feuille est entièrement à lever, mais sa superficie elle ne représente qu'une demi-feuille, d'où T = 12 G/M et B = 12 G/M

Le centre administratif est Ange, et de l'autre côté de la frontière d'est Samia ou République Centrafricaine



- N° 31 : Région de Sakania en frontière de la Rhodésie  
Méridiens 27° à 30° ; Parallèles - 14° à - 12°  
Cette feuille a été levée au 1/200.000 par CSK-UMHE  
d'ab T = 0 G/M et B = 0 G/M  
Le centre administratif est Sakania, première gare du chemin  
de fer en venant de la Rhodésie du Nord.
- N° 32 : Région d'Elizabethville et de l'Union Minière du H-L.  
Méridiens 27° à 30° ; Parallèles - 12° à - 10°  
Cette feuille a été levée par le CSK-UMHE  
d'ab T = 0 G/M et B = 0 G/M  
Les centres administratifs sont : Kiyuchi, Elizabethville, Kananga.  
Les mines produisent : Cuivre, Zinc, Argent, Cobalt, Germanium,  
Cafium.
- N° 33 : Région Mitwaba - Lac Maere  
Méridiens 27° à 30° ; Parallèles - 10° à - 8°  
Cette feuille a été levée par le CSK-UMHE  
d'ab T = 0 G/M et B = 0 G/M  
Les concessions minières de la Bruhat produisent étain  
et un peu de columbe-tantalite.  
Les centres administratifs sont : Mitwaba, et Mwete situés  
au bord du lac Maere.
- N° 34 : Région Manene - Baudouinville  
Méridiens 27° à 30° ; Parallèles - 8° à - 6°  
Cette feuille est en majeure partie levée par les sociétés  
minières d'ab T = 0 G/M et B = 0 G/M  
Concessions minières de Gémines pour étain et Columbe-Tantalite.  
Les centres administratifs sont : Manene, Baudouinville.
- N° 35 : Région Kengele - Albertville  
Méridiens 27° à 30° ; Parallèles - 6° à - 4°  
Cette feuille est presque entièrement levée par les sociétés  
minières, d'ab T = 0 G/M et B = 0 G/M  
Il y a une concession Cebumaya pour or  
Les centres administratifs sont : Albertville, Ngumey, Kengele,  
Kabakare, Fina.







Tableau récapitulatif des travaux géologiques restant à faire

Numéro de la feuille		travail de terrain	travail de bureau
N°	I	T = 21 géologue/Heure	B = 27
2	1	2	12
3	1	3	15
4	1	0	0
5	1	0	0
6	1	6	24
7	1	15	24
8	1	15	15
9	1	15	15
10	1	15	15
11	1	30	30
12	1	20	20
13	1	6	6
14	1	15	15
15	1	18	18
16	1	18	18
17	1	24	24
18	1	24	24
19	1	24	24
20	1	21	21
21	1	3	3
22	1	0	0
23	1	0	0
24	1	6	6
25	1	6	6
26	1	6	10
27	1	6	12
28	1	15	15
29	1	24	24
30	1	12	12
31	1	0	0
32	1	0	0
33	1	0	0



Nº	34	:	T	=	6	:	B	=	6
	35	:			6	:			6
	36	:			9	:			9
	37	:			20	:			20
	38	:			20	:			20
	39	:			20	:			20
	40	:			6	:			5
<hr/>									

As2/	:	45T	:	523
<hr/>				

# Conclusions

La République du Congo (ex-belge) et le Ruanda-Urundi représentent des pays riches au point de vue minier, notamment la partie Est formée de terrains anciens métamorphisés ou cristallins. Qu'il nous suffise de rappeler brièvement les productions minières de l'année 1959 :

OR fin .....	: Congo Belge = 10.823 kilog.	: R.U. = 97 kg.
Cassitérite (Etain)	: C.B. = 12.274 tonnes	: R.U. = 1.578 T.
Colombo-Tantalite (Nb, Ta)	: B.B. = 260 T.	: R.U. = 63 T.
Wolframite (minerai de Tungstène)	: C.B. = 736 T.	: R.U. = 143 T.
Etain de fonderie	: C.B. = 3.344 T.	:
CUIVRE métal	: C.B. = 282.084 T.	:
Concentrés de zinc crus	: C.B. = 117.778 T.	:
Minerai de Manganèse	: C.B. = 386.184 T.	:
Charbon de Luena	: C.B. = 266.830 T.	:
Diamant de Lubilash	: C.B. = 14.196.261 carats	:
Diamant du Kasai	: C.B. = 658.909 cts	:
Alliage cobaltifère	: C.B. = 6.101 T.	:
Cobalt granulé	: C.B. = 5.996 T.	:
Cobalt cathodique	: C.B. = 36 T.	:
Caesium	: C.B. = 474.793 kilogs	:
Argent	: C.B. = 14 kgs	:
Métal Germanium	: C.B. = 13.643 kgs	:
Zinc électrolytique	: C.B. = 54.810 T.	:
Concentrés de zinc grillés	: C.B. = 110.566 T.	:
Oxydes d'Uranium	: C.B. = 2.110 T.	:
Béryl (minerai de glucinium)	: C.B. = 254 T	: R.U. = 170 T.
Amblygonite (minerai de lithium)	: C.B. = 0	: R.U. = 2.690 T.



Il est probable qu'un Service Géologique Central, mieux organisé en nombre de géologues et en répartition des efforts, aurait permis d'accroître les possibilités de ce pays déjà très riche, comme cela a été fait pour les pays voisins entre 1940 et 1960, car les études de géologie générale servent beaucoup aux études plus particulières des prospectiens qui sont alors poussées dans le sens voulu basé sur le raisonnement, et localisées autour de points précis.

Les sociétés minières ne veulent en général pas dépenser de fonds à échéance de remboursement assez lointaine. C'est précisément aux Services Géologiques d'Etat qu'il appartient d'engager cette première mise de fonds, en organisant des études géologiques et des prospectiens sommaires en vue d'un ordre général.

C'est alors qu'apparaît l'utilité d'une carte géologique à l'échelle de 1/500.000 qui rassemble tous les faits géologiques importants et tous les indices métallogéniques, ce qui permet de faire d'utiles comparaisons avec les différentes régions du pays et aussi avec les pays voisins et d'échafauder des hypothèses de prospection plus détaillée, comme par exemple pour la prospection par sondages qui est fort coûteuse et ne doit être entreprise que sur des bases théoriques très sérieuses.

Il n'y a pas si longtemps de cela, on s'est beaucoup gargarisé avec l'histoire de la cuvette congolaise et des recherches secrètes entreprises avant l'indépendance. Or pour entreprendre des sondages à très grande profondeur de 4 à 5.000 mètres, excessivement coûteux, on manque encore un peu de bases assez sérieuses sur le remplissage escompté de la cuvette congolaise et sur ses possibilités en pétrole. Cet immense lac intérieur que rien ne permet pour l'instant de considérer comme une mer en communication avec l'eau salée ou lagunaire, peut très bien renfermer de 10.000 à 15.000 mètres de puissances de sédiments arénacés et argileux variés d'origine purement continentale, donc apparemment stériles, provenant du démantèlement des roches métamorphiques ou cristallines qui constituent le pourtour de la cuvette surtout à l'Est. Cette cuvette a pu ou n'a pas pu communiquer avec la mer par le goulet du Bas-Congo et donc être ou ne pas être lagunaire à un certain moment de son existence et de son remplissage.



Or on sait que ce sont en général les sédiments marins ou lagunaires qui renferment des nappes de pétrole, d'où une certaine confiance vis-à-vis de recherches trop coûteuses dans la cuvette du Congo central. De plus à partir d'une certaine profondeur l'exploitation n'est plus rentable, devenant d'un prix prohibitif vis-à-vis de concurrents mieux placés. En ce qui concerne la prospection du pétrole chez nos voisins de Gabon sous son ancienne structure politique, les recherches ont été entreprises et pensées avec un bon sens et d'économie et de raisonnement. La carte géologique et les prospectifs géophysiques avaient démontré des structures favorables au pétrole à proximité du littoral atlantique et à plusieurs endroits différents. Comme il y en avait également une au Lac Azingé à l'intérieur du pays et en hercure géologique de la cuvette orléanaise, on a pensé qu'il valait mieux entreprendre les sondages à partir du bord Est de la cuvette, puis de se diriger petit à petit, suivant les résultats favorables vers l'Ouest, c'est-à-dire sur Port-Gentil où existait une structure favorable et un port d'embarquement. Les premiers sondages entre 1000 et 1500 m. de profondeur étaient donc d'un prix abordable alors que des sondages à 4.000 mètres étaient impossibles pour les ressources financières de l'époque (époque d'austérité).

Le pétrole ayant été reconnu au Lac Azingé (en même temps qu'un gisement de pétasse à profondeur exploitable, ce qui n'était pas à dédaigner), on passa à la deuxième phase des opérations, c'est-à-dire aux sondages de grande profondeur de 3.000 à 4.000 mètres. Le résultat pratique, c'est que l'on exploite du pétrole et que l'on exploitera bientôt également de la pétasse, tant on avait du sol gras en quantité tellement forte que l'on ne sait qu'en faire d'autant plus que d'autres gisements ailleurs sont plus rentables.

Neun voyons donc bien par les faits cités que l'étude géologique générale et le raisonnement métallogénique théorique sont à la base de toute recherche minière d'avergure et qu'il faut appliquer ces principes dans la jeune République du Congo car ce pays excessivement riche au point de vue minier n'a pas encore dit son dernier mot et que de nouvelles découvertes sont très possibles.





NOTE NORMALE 1963  
LEOPOLDVILLE  
REPUBLIQUE DU CONGO  
CARTE ONU 1963

70-01

Leopoldville, le 17 avril 1963

A : Mr H. MOLLY, conseiller principal pour Ressources naturelles.  
DE : S. VERTER, expert ONU, conseiller technique au ministère des  
mines (secrétariat général);

OBJET: ACTIVITE DU MOIS DE MARS

L'activité au cours du mois écoulé a été de conseiller  
l'administration dans ses rapports avec les affaires courantes,  
notamment avec la Direction des mines. Les principaux sujets traités ont été :

a) réunions au cabinet du ministre entre MM. Alerte, Richard et moi-même pour l'élaboration d'une politique minière congolaise en accord avec la politique foncière du gouvernement; des réunions futures sont prévues pour les prochains mois; des vues ont été échangées notamment sur les droits coutumiers du pays;

b) réunions au ministère du Plan entre M. Lawrence, Ross et moi-même au sujet d'une étude des droits fonciers au Congo avec référence particulière aux droits de concessions minières;

c) MISSION D'EXPERTS OEE AU CONGO. - A la demande du gouvernement congolais, une mission d'experts de la Communauté Economique Européenne est arrivée à Leopoldville en février dernier. Le but de la mission était l'étude et l'examen succinct de la situation économique et financière telle qu'elle se présentait en 1959, objective pour l'époque, analyse approfondie de la situation réelle actuelle et enfin soumettre au gouvernement des propositions concrètes de redressement de la situation. L'étude porterait sur une période de 4 mois environ.

Pour ce qui est du département des mines, les experts OEE sont MM. Tschöpke et Ertsef, le premier désigné pour le secteur mines, le second, secteur Energie.

L'étude du secteur Mines consiste essentiellement à examiner les raisons qui entravent à l'heure actuelle une exploitation normale de l'industrie minière.

L'étude du secteur Energie porte sur l'état actuel des centrales thermiques et hydroélectriques et les besoins éventuels pour assurer un fonctionnement concret à court et à moyen terme.

Les experts ci-dessus après un séjour limité dans la capitale congolaise et pris contact avec les administrations intéressées ainsi que de la section Ressources naturelles de l'ONU sont partis en province pour continuer leur enquête sur place.

Stéphane VENTUR





BOITE POSTALE 754  
LEOPOLDVILLE  
REPUBLIQUE DU CONGO  
CASE OMNI LEOPOLDVILLE

Leopoldville, le 17 avril 1963

A : Mr B. MULLY, conseiller principal pour Ressources naturelles  
DE : S. VERTER, expert pour questions minières  
OBJET : Activité du mois de mars.

Au cours du mois de mars notre activité a été partagée entre le ministère des mines (secrétariat général) et le bureau de l'ONU au Royal.

L'étude et la préparation de la législation des mines, commencées précédemment, a pris une nouvelle forme, des modifications importantes ayant été apportées au projet initial préparé par M. Ross.

Jusqu'en 1937, les mines étaient soumises, selon leur situation, à 2 régimes différents. Le décret du 24 septembre 1937 a mis fin à cette dualité en organisant une législation unique sous réserve du respect des droits acquis en vertu des stipulations conventionnelles. Ce décret a subi quelques modifications en 1949. La recherche des substances radio-actives a été également réglementée en 1955 ainsi que la recherche et l'exploitation des hydrocarbures en 1959. Signalons enfin que l'exploitation des substances précieuses a donné lieu à la mise sur pied de mesures de police spéciales.

Le principe suivant lequel "nul ne peut exploiter une mine qu'en vertu d'une concession" a été admis comme base de notre projet de législation. Toutefois, l'article 5 de la loi actuellement en vigueur stipule que "les concessions sont accordées en vertu de conventions ou en vertu de permis".

Dans le régime des conventions, la loi est arbitraire, en ce sens qu'elle est fonction des parties contractantes d'où abou

de toutes sortes, le pays n'ayant aucun moyen légal de participer et profiter des richesses de son sous-sol.

Dans le projet de législation en préparation, nous n'avons pas cru utile de conserver le système des conventions actuellement en vigueur. Certes, les modifications ci-dessus proposées dans la future législation donnerait quelques difficultés pour sa mise en application, tâche qui incombe à l'Administration des mines d'où l'importance que nous attachons à ce dernier organisme. Il va de soi que celui-ci doit être réorganisé sous la direction d'un ingénieur hautement qualifié.

Parallèlement à cet organisme, nous envisageons la création d'un Conseil supérieur des mines dont les attributions consisteraient à donner des avis au ministre du département des mines. Le ministre ne pourrait agir sans l'avis favorable dudit Conseil. Ajoutons enfin que le Conseil ci-dessus comprendrait les représentants qualifiés des départements des mines, des finances, des membres du parlement, éventuellement des représentants des provinces "minières", des représentants des exploitants miniers et de l'industrie ainsi que de la Banque nationale du Congo.

Le projet de législation actuellement en préparation prévoit l'annexion au décret d'institution de la concession d'un cahier des charges (convention), uniforme pour toutes les concessions futures.

Stéphane VERTER



A : M. S. Holly, chef de la Section des Mines  
le : H. H. Roan, expert des mines  
Objet: Rapport mensuel, mois de mars 1963.

Depuis mon rapport de février 1963, l'étude et la préparation de la législation minière du Congo a été continuée en collaboration avec M. Verter sur les lignes indiquées dans le dernier rapport.

Nous croyons avoir appliqué à la législation en étude une ligne saine dans la disposition de la matière, et pensons avoir éliminé les points sans signification pratique tout en ajoutant des points importants pour la clarification de la législation et pour la rendre dans une forme conforme aux demandes des temps modernes, et plus propre à un pays indépendant.

Le travail préparatoire à la législation générale sur les mines nécessitera encore beaucoup d'étude, mais nous pensons qu'il pourra être possible au cours des prochains mois de l'avoir prêt sous une forme utile pour le premier examen et confrontation avec un juriste.

Toutefois, il reste la législation spéciale sur les hydrocarbures liquides et gazeux, ainsi que la rédaction des mesures d'exécution liée à la législation générale et spéciale sur les mines. Et, surtout, les taxes et redevances minières demandront un examen approfondi, nécessitant que les conventions et concessions minières en vigueur soient mis à notre disposition pour étude. Ces documents n'ont pas encore été accessibles pour nous. Sans ces actes, nous n'avons aucune base réelle pour ce travail.

Il doit être évident que le travail, bien qu'il avance à notre satisfaction, nécessitera encore beaucoup de temps avant que notre projet de législation générale et spéciale soit prêt d'être soumis à la commission pour l'examen final.

Léopoldville, le 30 mars 1963.

H. H. Roan.

4 May 1963

Mrs. Gilliam,

I return four reports received in response to C. C. Circular 34-34 of 9 January and a follow-up memorandum of 17 April 1963. I have read these reports, as requested, and submit the following comments:

Transport and communications

Send as is. Significant points:

Five out of 24 experts provided for are working; 3 can-  
didates are being recruited; 6 candidates have been sub-  
mitted to OASD for approval. It is expected that the re-  
maining 11 experts will be selected by mid-July.

Factors impeding progress:

OASD's managing body has not functioned since September  
1962. It held its first meeting since then on 16 April 1963.  
Language personnel are unqualified. This results in  
low work performance and equipment breakdowns.

Status of foreign advisory experts gives them no direct  
authority. (See clarifying this point in CIV.CPS/157/63.)

Pharmaceutical supplies

Send as is. Significant points:

For past 5 months (through March 1963) DCM has received  
no import licenses for medical supplies.

Present lack of medicines due largely to fractional use  
by dispensaries, waste and pilferage. (See L.M. 9-1963.)

DCM is very behindhand with book-keeping -- no inventory  
or verification since 1960. Steps to obtain pictures of  
expert accounts are as follows: (1) recruitment of medical  
personnel.

See recommendations for operational plan for DCM, page 4.

and quarterly report for October, November, December 1962

Send as is. This is in regular series, and needs no comment.



Activity of mining experts, first quarter 1963

Suggest we send New York summary of experts' reports by Mr. Molly.

- 1) Report of Mr. Richard extremely interesting but too detailed. Should be kept on file for internal use and follow-up. Perhaps could send New York pages 9, 10, 11 of Richard's report. Note, page 10, criticism of time lost for want of a jeep at Kampala.
- 2) Report of Mr. Baud, geological expert, valuable but too technical.
- 3) Two reports of Mr. Verter, as technical adviser and as expert on mining questions, and one report of Mr. Boss, mining expert:

Send as they are. They are brief enough to need no special comment.

In addition, I am returning a strictly confidential report by Mr. Richard to Mr. Molly, with Mr. Molly's covering memorandum to Mr. Ahmed. It is very important to take note of this information here. It concerns internal problems which could perhaps be referred to in a general way for New York. No file copies of the three pages here mentioned have been made.

*Wm. H. H.*

# ROUTING SLIP

TO

1. Mr. H. H.
2. Mr. Brooks
3. File

APPROVAL	NOTE AND RETURN
SEE ME, PLEASE	YOUR COMMENTS
YOUR SIGNATURE	YOUR INFORMATION
NOTE AND FILE	FOR ACTION

DATE

*18/8'*

FROM

*acc.*



OPERATION DES NATIONS UNIES  
AU CONGO



UNITED NATIONS OPERATION  
IN THE CONGO

BOITE POSTALE 7248  
LEOPOLDVILLE  
REPUBLIQUE DU CONGO  
CABLE: ONUC. LEOPOLDVILLE

Le 4 Mai 1963.

70-01

ER (armes)

A : Monsieur Habib Ahmed, chef des opérations civiles de L'ONUC.  
DE : Edner Mitton, conseiller juridique ONUC au ministère des :  
Terres, Mines, Ernergie. *Edner Mitton*  
OBJET : Rapport sur les activités de service pour la période allant  
du 1er Mars au 30 Avril 1963.

Du 1er Mars au 30 Avril 1963, mes activités de service au Ministère des Terres, Mines et Energie peuvent se résumer ainsi qu'il suit :

.- Rapport en date du 12 Mars 1963, sur le projet de formation d'une société pour la commercialisation des matières précieuses. (Copie annexée).

.- Quatre vingt sept (87) avis juridiques donnés par écrit au ministre après étude de soixante six (66) dossiers.

.- Etude critique du projet d'arrêté ministériel portant mesures d'exécution du Décret du 20 Avril 1928 sur la protection contre le vol des matières précieuses.

.- Etude et avis sur une demande concession gratuite de 18 hectares de terrain présentée par le Révérend père Boniface en vue de l'érection d'un monastère dans les banlieux de Léo 2.

.- Etude et avis juridique donné par écrit au Ministre en ce qui a trait au conflit des lois régissant les territoires de GOMA et de RUTCHURU (Démembrement de l'ancienne province du KIVU).

.- Etude juridique de l'Edit/ règlement No. 005/-B-19 du 24 Mars 1963 sur l'octroi et l'exploitation des concessions minières du KASAI.





BOITE POSTALE 7248  
LEOPOLDVILLE  
REPUBLIQUE DU CONGO  
CABLE: ONUC. LEOPOLDVILLE

- 2 -

.. / ..

.- Etude et proposition d'une procédure à adopter pour que la République du Congo accède à un siège au Conseil des gouverneurs de l'Energie atomique pour l'Afrique.

.- Etude critique d'un projet d'ordonnance sur la classification de la main d'oeuvre sous contrat.

.- Etude critique du projet de convention de concession minière : Texas - Congo LTD.

.- Etude d'un projet de loi organisant la répartition des domaines financiers respectifs de l'Etat et des provinces.

Au cours de la première semaine du mois d'Avril, le Ministre a accordé audience au directeur de la BRGM (Bureau des recherches géologiques et minières). Le Directeur de la BRGM était accompagné de Monsieur Molly, consultant ONUC pour les questions des mines et des ressources naturelles. Le but de cette visite a été d'offrir à la République du Congo les services de la BRGM organisation qui a beaucoup d'expérience dans les travaux géologiques en Afrique. Nous n'avons pas manqué d'encourager le Ministre à accepter les services de la BRGM d'autant que pareille initiative rencontre le voeu exprimé dans les conclusions du rapport MITTON-LUTETE. Référence :

Rapport sur le Congrès de la carte géologique du monde (Paris) en date du 7 Janvier 1963.

.- Rapport et avis sur le litige foncier Santos & Soares à propos d'un terrain situé à Ngongo.

.- Etude critique d'un projet de concession à accorder à la Falcon bridge à Ruwenzori (Kivu).

.- Etude juridique et avis à propos d'une requête présentée par la COPOKIN en revendication d'un terrain contesté situé au Quartier Renkin.

.- Etude d'une demande de concession gratuite de terrain présentée par la communauté israélite de Léopoldville.

.. / ..





BOITE POSTALE 7248  
LEOPOLDVILLE  
REPUBLIQUE DU CONGO  
CABLE: ONUC. LEOPOLDVILLE

- 3 -

.. / ..

.- Etude des statuts de la société congolaise de raffinage. (S C R).

.- J'ai préparé à soumettre à la signature du ministre environ une centaine de lettres à propos des questions administratives relevant du Ministère.

.- J'ai contacté Monsieur Verter expert ONUC des Mines en vue de la poursuite des travaux de préparation d'une nouvelle législation minière et foncière.

.- Enfin traduction en français d'un document de vingt cinq (25) pages adressé au Ministère par l'agence atomique internationale.




Léopoldville, le 12 mars 1963.

A Monsieur Alexandr<sup>4</sup> MAHAMBIA  
Ministre des Terres, Mines,  
et Energie,

de

Monsieur Edner MITTON  
Conseiller Technique



SUJET : Rapport sur le projet de constitution d'une Société  
"SOMAP" pour l'achat et la vente des matières pré-  
cieuses. Les incidences de ce projet sur la lutte  
contre le trafic illicite.

-----

Au début du mois de novembre 1962, le  
Ministre des Terres, Mines et Energie avait ouvert des pourparlers  
en vue de la formation d'une Société ayant pour but l'achat et la  
vente des matières précieuses. L'idée de base était que cette Société  
ferait appel pour sa constitution :

- 1o) à l'état et les provinces qui participeraient pour un tiers de  
capital social,
- 2o) aux classes moyennes représentées par l'épargne et les Sociétés  
Congolaises : EFFICONGO - EXPO-CONGO - M.A.F. -ACMAF etc... qui in-  
terviendraient également pour un tiers,
- 3o) le reste du capital serait fourni par l'apport d'une Compagnie  
étrangère en l'occurrence la "INTERCONTINENTAL DIAMOND COMPANY"  
représentée au Congo par MR. Robert THURSCH.

Après deux mois de contact, le Secré-  
taire Général des Classes Moyennes. Mr. DRAMA et le Président M.  
BIYELA présentèrent un projet plus au moins cohérent dans le sens  
de la composition tripartite de la Société en voie de formation et  
dont le texte est joint au présent dossier.

Il est évident que le principe de la  
composition tripartite de la sus-dite Société aurait pour heureux  
effet d'intéresser vivement les secteurs vitaux de l'économie Con-  
golaise. L'Epargne Congolaise, l'Etat et les provinces minières et  
enfin les capitaux étrangers. Il est également souhaitable que si  
le projet se réalisait suivant des normes acceptables par les par-  
ties intéressées, l'on assiste à une amélioration spectaculaire de  
l'économie congolaise, à un arrêt progressif du trafic illicite et  
à une augmentation des devises au Congo.



FORME :

Tout d'abord avant d'entamer le fond du projet, nous avons jugé logique considérer en premier lieu la forme.

Aussi, au seuil même des pourparlers, avons-nous demandé d'un côté à Mr. BIYELA Président des Classes Moyennes et de l'autre à Mr. THURSCH représentant de la INTERCONTINENTAL DIAMOND CORP " de faire la preuve des possibilités de leurs groupes respectifs à participer à la sus-dite Société.

Monsieur BIYELA, contrairement aux assurances exprimées dans sa lettre en date du 27 février 1963, n'a pas jusqu'à ce jour fourni les garanties nécessaires quant aux possibilités économiques des firmes congolaises dont il fait mention.

De son côté, Monsieur R. THURSCH a versé au dossier,

1o) une lettre datée du 25 février émanant de la Banque diamantaire Anversoise garantissant jusqu'à (QUATRE CENT MILLE DOLLARS) 400.000 \$ l'apport de l'Intercontinental Diamond Company dans la formation éventuelle de la Société SOMAP.

2o) une lettre de la Banque Diamantaire toujours en date du 25 février donnant une bonne référence sur l'expérience et la puissance financière de l'Intercontinental Diamond Corp.

3o) un mandat sous forme légalisée délivrée à Mr. THURSCH suivant lequel, ce dernier est habilité à représenter la Compagnie Intercontinental Diamond dans la constitution de la Société SOMAP.

4o) Enfin Mr. THURSCH a remis copie d'une lettre adressée à la KREDIETBANK suivant laquelle l'Intercontinental Diamond garantissait en cas de besoin outre les 400.000 dollars mais encore un supplément de deux cent mille dollars (200.000 \$) pour parer à toute défaillance des parties contractantes.

Mon premier soin a été de vérifier auprès de la KREDIETBANK à Léopoldville l'existence de ces garanties. En effet, dans la matinée du jeudi 7 mars, je fus reçu par Mr. WAGEMANS Directeur de la KREDIETBANK et je lui posai habilement quelques questions tendant à vérifier auprès de sa Banque l'existence des garanties alléguées par Mr. THURSCH. Mr. WAGEMANS m'a répondu en ces termes " Je connais personnellement la Banque diamantaire Aversoise et aussi l'Intercontinental Diamond Corp. Ce sont des fortes "boîtes" qui présentant de sérieuses et importantes garanties. Cependant, je ne connais pas Mr. THURSCH et les susdites Compagnies ne sont pas encore entrées en contact avec la



CREDIETBANK (siège de Léopoldville) pour faire part du projet de constitution de la Société de Commercialisation des matières précieuses et y déposer les instruments adéquats de garanties !!

Il résulte de tout ce qui a été exposé plus haut que le projet, quatre mois après le jour où les bases ont été jettées, est resté jusqu'à présent au point mort et rien ne permet d'augurer l'avènement prochain des facteurs devant conduire à sa réalisation

#### QUANT AU FOND :

La réalisation pratique du projet est un problème extrêmement délicat car les problèmes miniers au Congo sont les plus épineux. Il est à craindre que des difficultés sérieuses ne soient dressées contre le projet par l'autorité provinciale. En effet, la Charte fondamentale qui demeure forcément notre bible en la matière, a bien défini en ses articles 219, 220, 221 et 222 les attributions et compétences du pouvoir central et celles du gouvernement provincial. Il conviendrait en tout premier lieu d'intéresser les provinces minières tout en comptant sur leur appui.

Pouvoirs concédants, ces provinces doivent émettre leur avis et celui-ci pèse très lourd dans la balance.

Il est vrai que le Gouvernement intervient dans l'élaboration des règles d'ordre général, mais toute décision avant d'avoir son plein effet doit être enterminé par les provinces intéressées. D'où la nécessité de travailler avec elles en parfaite coordination.

#### CONCLUSION :

Pour obvier à tous ces inconvénients et dans le but d'arriver à combattre efficacement le trafic illicite des matières précieuses et "l'hémorragie des devises" qui en résulte, il est suggérer que l'on arrive à ce moyen idéal qui est d'amener le jeu de la concurrence à s'exercer sur le territoire même du Congo par l'établissement à Léopoldville, sous le haut contrôle du Gouvernement Central, d'une Bourse des matières précieuses, qui réunirait à la fin de chaque mois des acheteurs internationaux après des appels d'offre lancés à tous les milieux mondiaux intéressés.

Par ce moyen, le trafic illicite ci devant motivé par la recherche d'acheteurs intéressants, n'aura plus sa raison d'être puisque c'est l'acheteur qui viendra rencontrer le producteur dans le pays même de production.



Inutile de faire ressortir, enfin,  
le grand profit pour les finances congolaises de l'entrée en masse des devises étrangères et pour le Gouvernement et la Province la perception de revenus et dividendes substantiels.

*File*  
ROUTING SLIP

TO

*Mr. Ahmed*

APPROVAL	NOTE AND RETURN
SEE ME, PLEASE	YOUR COMMENTS
YOUR SIGNATURE	YOUR INFORMATION
NOTE AND FILE	FOR ACTION

Pl. note that the  
author wishes this  
to go no further

than you & York, to

*Shannon*  
*Adairwall*

Confidential

DATE

*10/5*

FROM

*acc*



Mr. Gellie

may we discuss  
this

over  
10/25



Confidentiel

BOITE POSTALE 7248  
LEOPOLDVILLE  
REPUBLIQUE DU CONGO  
CABLE: ONUC. LEOPOLDVILLE

Le 23 avril 1963

70-01

annex.

A : Mr. S. Habib Ahmed, Chef des Opérations Civiles  
De : E. W. Molly, chef section Ressources Naturelles  
Objet : Rapports confidentiels pour le 1er trimestre 1963

Conformément aux instructions qu'ils avaient reçues à leur arrivée, deux de nos experts ont présenté de brefs rapports sur les difficultés rencontrées dans leur tâche et sur l'efficacité de leur assistance technique.

1<sup>er</sup> - Mr. LIDEN, expert des mines détaché à Bukavu par le Ministre, signale à nouveau dans son rapport du 19 avril 1963, qu'il ne peut accomplir sa tâche, faute de véhicule. C'est ainsi qu'il n'a pu accompagner l'expert du Marché Commun comme il lui avait été prescrit, ni effectuer les inspections minières ordonnées par le Ministre. Ajoutons qu'il doit faire chaque matin 6 kilomètres à pied pour rejoindre son bureau et qu'on ne peut exiger qu'il fasse le trajet 4 fois par jour.

Il est je pense inutile de revenir sur cette situation invraisemblable, et nous souhaitons que les Services de l'ONUC responsables de celle-ci, prennent d'urgence les mesures qui s'imposent. Rappelons qu'il est possible de se procurer à Kampala, dans les 3 jours, des véhicules tous-terrains adaptés au travail de Mr. Liden.

2<sup>o</sup> - Mr. RICHARD, expert des mines attaché au Ministère Central, signale les difficultés qui résultent de l'incompétence totale de la plupart des fonctionnaires de ce Ministère, et ce qui est plus grave, des cas de corruption. En particulier l'affaire de la répression du trafic clandestin des diamants donnerait lieu à des actes très graves auxquels seraient mêlées diverses personnes.

Nous sommes certains de la bonne foi de Mr. Richard et rendons hommage à son attitude courageuse, mais nous lui avons conseillé la prudence (avoir des preuves) et l'avons mis en garde contre un emballement trop vif, d'autant plus que la corruption ne sévit pas que dans le Ministère des Mines et remonte souvent très haut dans l'échelle hiérarchique.

Ce n'est d'ailleurs un secret pour personne que cette corruption, qui tend à se généraliser, est l'un des obstacles principaux au relèvement du Congo, et que notre assistance technique se heurte trop souvent à celle-ci.

Annexe : Rapport Richard du 22/4/63



Richard

RAPPORT STRICTEMENT CONFIDENTIEL

Le présent rapport est uniquement destiné à être lu par MMs Molly et Ahmed .

Nous estimons nécessaire de compléter notre rapport officiel par l'exposé de certains faits parvenus à notre connaissance au cours de l'exercice de nos fonctions de conseiller , et de certaines conclusions .

A) Efficacité de la Direction des Mines

Dans son état actuel , le service des Mines ou plus exactement la Direction des Mines est purement et simplement une organisation de bienfaisance destinée à répartir de très maigres salaires à un effectif de fonctionnaires Congolais , absolument pléthorique.

Certain de ces fonctionnaires bien repris en main par un encadrement normal de techniciens valables fourniraient un travail très satisfaisant et surtout utile et rentable pour le Congo

Le seul travail utilisable produit par la Direction des Mines depuis 1959 , semble avoir été :

- 1° Etablissement des rapports annuels
- 2° Tenue à jour des statistiques économiques minières
- 3° Délivrance des permis d'explosifs .

L'actuel <sup>Directeur</sup> et son sous-directeur semblent considérer l'auto administration de leurs services comme le rôle fonctionnel normal de ~~leurs services~~ d'une Direction des Mines .

Il ignorent ou veulent ignorer qu'un Service des Mines est destiné :

- a) à gérer le Domaine Minier de l'état , à surveiller étroitement le bon usage , la parfaite administration , la mise en valeur et l'exploitation correcte dudit domaine par les concessionnaires .
- b) à contrôler la sécurité des exploitations et le non écrémage des gisements ,
- c) à collecter et centraliser tous renseignements obtenus par prospections ou recherches publiques ou privées .

Un Service des Mines et une Direction efficaces supposent un haut encadrement de techniciens aidés de deux ou trois juristes spécialistes , coiffant un personnel administratif non spécialisé mais très efficace.

Le poste de Directeur des Mines doit être normalement tenu par un Ingénieur en chef des Mines ou plutôt un Ingénieur Général , d'un très haut standing intellectuel et technique , ayant au moins 20 ans d'expérience .

Que se passera -t-il dans cinq ans , quand les premiers Ingénieurs des Mines Congolais se heurteront pour raisons de service à l'encadrement supérieur National sans aucune



CONFIDENTIEL

COMPÉTENCE ; il est fort à craindre qu'outrés d'une pareille nullité et incompétence , ces jeunes ingénieurs ne militent activement et de façon très dynamique dans les rangs de partis révolutionnaires .

Dans le cas présent , le scandale des permis de circulation délivrés pour les zones A contre versement d'un droit occulte de 35.000 frs , le mystère de la destination des diamants saisis, séjournant près d'un mois entre les mains du Directeur des Mines Monsieur Mapwata , sans expertise ni de poids , ni de nombre , ni de qualité , ni de valeur, au mépris de toutes les prescriptions réglementaires constitue un scandale .

Il est aussi de notre devoir de signaler le scandale de la province de Lulabourg :

1' un des Ministres : Monsieur Wafwana , compromis dans l'assassinat de deux Belges en fin Décembre 1962 , actuellement en liberté provisoire , s'est associé avec le Président provincial pour mettre en coupe réglée les ressources diamantifères de la province ; neuf chantiers de la Forminière auraient été remis en exploitation pour le profit exclusif de ces quelques trafiquants .

le chef du parquet de LULUabourg pourrait fournir d'utiles précisions sur ce scandale .

Sur la demande de Monsieur le Ministre des Mines nous avons établi un avant-projet de lutte contre le trafic des matières précieuses , comportant un programme ordonné , logique , efficace .

Monsieur le Ministre a obtenu hors budget , une avance de 40 millions pour la mise en oeuvre d'un programme de lutte pour la répression du trafic .

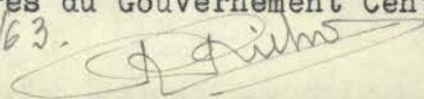
Monsieur le Ministre a confié la gestion de ce crédit et la mise en oeuvre d'un programme de lutte à Monsieur David ( conseiller occulte de divers Ministères , et dit-on ex fonctionnaire de l'ONUC ) , il lui a été adjoint deux sous commissaires de la PNM .

Nous avons été systématiquement <sup>écarter</sup> de tout contrôle de la mise en oeuvre de ce programme et de l'utilisation de ce crédit , nos seuls renseignements sont officiels .

Sans bases juridiques , sans règles officielles de gestion , sans cadres compétents , cette caricature d'Office National de lutte contre le trafic , nous semble bien parti pour dilapider rapidement les 40 millions mis à la disposition de Monsieur David .

Jusqu'ici le scandale des diamants , n'a fleuri que dans les provinces du Kasai , il y a lieu de redouter que d'ici peu , il n'en éclate un autre plus retentissant qui éclaboussera des membres du Gouvernement Central

22/4/63.





# ROUTING SLIP

TO

*Mr. Ahmed*

APPROVAL

NOTE AND RETURN

SEE ME, PLEASE

YOUR COMMENTS

YOUR SIGNATURE

YOUR INFORMATION

NOTE AND FILE

FOR ACTION

*He respectfully request  
the honour of an  
appointment with  
you for next week.*

*28/3*  
*M. H. H. H.*  
*Tel. 5235*

DATE

FROM

*22/3/63*

*M. H. H. H.*

ORGANISATION DES NATIONS UNIES  
AU CONGO



UNITED NATIONS ORGANIZATION  
IN THE CONGO

Seen by S. H. A.

BOITE POSTALE 7248  
LEOPOLDVILLE  
REPUBLIQUE DU CONGO  
CABLE: ONUC. LEOPOLDVILLE

70-01 ER  
Le 15 Mars, 1963.

A : Mr. Habib Ahmed, chef des opérations civiles ONUC  
DE : Mr. Edner Mitton, conseiller ONUC au Ministère des  
Terres, Mines, et Energie. *Edner Mitton*  
OBJET : Rapport des activités de service du 13 Décembre au  
1er Mars, 1963.

Par ordre de mission No. 363 en date du 29  
Novembre 1962 approuvé par le memorandum CIV/OPS/  
0441/62 en date du 5 Décembre, 1962. J'ai été dési-  
gné pour faire partie de la délégation devant  
représenter le Congo aux travaux de la commission  
de la carte géologique du monde qui s'est tenu au  
Siège de l'UNESCO à Paris du 16 au 24 Décembre 1962.

Partis de Léopoldville le 14 Décembre Mr.  
Lutete Philippe et Moi sous avons assisté aux tra-  
vaux, et à notre retour à Léopoldville, nous avons  
remis au Ministre un rapport conjoint, suivi de sug-  
gestions pour la reprise des travaux de recherches  
géologiques au Congo (Copie de ce rapport est joint  
au présent memorandum).

Du 1er Janvier au 28 Février 1963 les acti-  
vités de service peuvent se résumer ainsi qu'il suit :

Travaux Juridiques.

- .- Etude du projet de concession des gisements  
de gaz méthane au Lac du Kivu.
- .- Etude du projet de concession à la SAP Socié-  
té d'affichage publicitaire de Léopoldville.
- .- Projet d'organisation de la Police Minière  
à Léopoldville et en Province afin de refré-  
ner la contrebande du diamant et autres ma-  
tières précieuses.
- .- Etude d'un projet de refonte des statuts de  
la COLECTRIC.
- .- Etude sur l'évolution des droits de recherches



et d'exploitation de la Compagnie des chemins de fer du Congo Supérieur aux grands Lacs Africains.

- .- Etude critique du projet de loi créant la commission nationale de l'Energie.
- .- Etude critique sur le projet de loi relatif à l'organisation de la haute cour de Justice au Congo.
- .- Etude du projet de loi portant création de la province du Haut Congo.
- .- Etude du projet-loi portant modification des statuts du Haut Commissariat au Tourisme National.
- .- Etude du projet de concession d'une raffinerie de Pétrole aux sociétés Shell , Texaco, Mobil Oil, et Petro-Congo.
- .- Etude critique d'un avant projet de révision de l'arrêté royal du 13 Février 1959 sur le statut des fonctionnaires de l'administration au Congo.
- .- Préparation d'un avant projet de loi réglementant le trafic des matières précieuses.

Enfin et Ceci est très Important.

Une commission a été formée par le Ministre pour préparer un projet de loi définitif sur les réformes à opérer dans le régime des Terres au Congo. J'occupe dans cette commission le rôle de Membre et de Rapporteur à la sous-commission des recherches documentaires.

En dernier lieu, plus de soixante dossiers ont été étudiés par moi avec avis juridique, donnés par écrit au Ministre.

Tâche Administrative

Environ cent vingt (lettres) administratives ont été préparées par moi et soumises à la signature du Ministre.

Rapport à l'Agence atomique internationale



montrant les vues du Ministre sur l'organisation des cours de techniques nucléaires (Radioisotopes), cours qui se tiendront à Lovanium du 15 Mai au 10 Juillet 1963.

Etude d'un projet de création d'un centre régional de radioisotopes à Léopoldville.

J'ai présidé une réunion des chefs de service du Ministère des Terres, Mines, et Energie afin d'étudier les possibilités de participation du département à la Foire Internationale de New York, en 1964. Rapport a été transmis au Ministre sur l'évolution des contacts.

90

./.



Léopoldville, le 7 Janvier 1963.

A son Excellence  
Monsieur Alexandre MAHAMBIA  
Ministre des Terres, Mines et  
Energie du Gouvernement Central  
LEOPOLDVILLE/KALINA

De MM. LUTETE Philippe et  
Edner Mitton. - - - - -

OBJET : Rapport de Mission -  
participation aux travaux  
de la Commission de la Carte  
Géologique du Monde.

---

Par son ordre de mission n° 363  
en date du 29 novembre 1962, M. le Ministre des Ter-  
res, Mines et Energie du Gouvernement Central nous a  
désignés pour représenter le Congo à la Commission  
de la Carte Géologique du Monde qui s'est tenue à Pa-  
ris au Palais de l'UNESCO, du 17 au 22 décembre inclu-  
sivement.

Afin de nous permettre d'avoir  
une documentation complémentaire sur la Géologie du  
Congo nous avons jugé opportun de visiter le musée de  
Tervuren à Bruxelles, en vue de rencontrer les diri-  
geants de la Section de Géologie travaillant en col-  
laboration avec le Service Géologique de la République  
du Congo.

Malheureusement, par suite d'un  
changement d'horaire de la Sabena notre départ a été  
retardé de 24 heures ce qui ne nous a pas permis de  
prendre contact avec Tervuren, vu qu'en Belgique, les  
bureaux sont fermés les samedis.

Nous arrivâmes donc le dimanche  
16 décembre au soir à Paris, soit la veille de l'ouver-  
ture solennelle des travaux de la Commission.

Après le discours de circonstan-  
ce de Monsieur Pruvost, le message suivant fut adres-  
sé au Président en exercice, Mr Bondel empêché pour  
cause de santé :

.../...



"La Commission de Carte Géologique du Monde, dans sa "séance d'ouverture de sa Session plénière, le 17 décembre 1962 rappelle avec reconnaissance les grands services rendus par son Président, M. Fernand BLONDEL, "aux travaux de la Commission et au progrès international de la Géologie pendant les années passées et "regrette vivement son absence de cette réunion. Elle "lui exprime tous ses vœux de guérison et de prompt "rétablissement".

M. BLONDEL fut remplacé dans ses fonctions de Président par M. Pierre PRUVOST, membre de l'Académie des Sciences et Président du Comité National Français de Géologie. On procéda, ensuite à la formation des commissions.

A. Commission de Géologie

- a) bureau et noms des membres du Bureau
- 1) Président : Fernand BLONDEL
- 2) Secrétaire Général : Jean MARCAIS
- 3) Vice-Présidents
  - a) pour l'Afrique : F. DIXEY
  - b) " l'Amérique du Nord : W.D. JOHNSTON
  - c) " l'Amérique du Sud : Alberto RIBEIRO LAMECO
  - d) " l'Europe : A. BENTZ
  - e) " l'U.R.S.S. : N. BELLAEVSKY
  - f) " l'Asie et l'extrême Orient : B.C. ROY
  - g) " l'Australie : J.M. RAYNER
  - h) " le Moyen Orient: MOSTAFI

B. Sous-Commission de la Carte Technique

- a) Président : W.D. JOHNSTON
- b) Secrétaires Généraux :
  - 1) pour les U.S.A. : P.W. GUILD
  - 2) pour l'Europe : Prof. R. ROUTIER

De plus, dans le cadre de chaque continent ont été constitués des comités de rédaction dépendant à la fois des présidents de Sous-Commissions spécialisés et des Vice-Présidents d'un continent.

En outre - et ici on insiste davantage la Commission de la Carte Géologique du Monde représente un organisme dépendant du Congrès International de Géologie et groupe tous les pays ou territoires du globe.

Le premier vœu de la Commission a été de recommander que les géologues d'un même continent mettent en commun leurs expériences en vue de la préparation des Cartes Géologiques dont les travaux ne doivent pas être circonscrits par les frontières politiques tracées par l'homme.



D'autre part, il a été demandé aux participants de tous les pays un effort en vue de payer régulièrement les cotisations, ce qui allégerait les dépenses engagées jusqu'à ce jour par la Commission pour le fonctionnement du Secrétariat et pour encourager certaines initiatives (genre organisations des séances plénières, etc.). Il est à noter que le Congo n'a pas versé ses cotisations depuis 1960.

Les sous-commissions ont été groupées comme suit :

- Carte Géologique et Atals ;
- Carte Métallogénique ;
- Carte hydrogéologique ;
- Problèmes administratifs et financiers.

Il est à signaler que tous ces problèmes ont été discutés en groupe de travail d'une douzaine de délégués ou plus et non en assemblée plénière.

Au total le nombre de participants à la Commission ne dépassent pas 100 et représente plus d'une cinquantaine de pays.

Il y a lieu d'ajouter que l'Union Internationale des Sciences Géologiques du Monde (U.I.S.G.) a manifesté le désir de voir la Commission se rattacher à elle. Cette proposition doit être revue en Commission et pourra être réalisée en 1964 lors du prochain Congrès à New Delhi si les délégués le jugent utile.

Les problèmes ayant trait à la Géologie, à la Tectonique, à la Métallogénie, à l'Hydrogéologie ont été discutés en commission (groupe de travail) à laquelle nous avons pu prendre part, M. Mitton étant désigné pour l'hydrogéologie et M. Lutete. pour la métallogénie, sans pour autant y prendre part active aux travaux d'élaboration des résolutions finales.

Nous avons pris avec nous toute la documentation concernant les sujets cités plus haut. D'autres documents nous seront expédiés dès qu'ils auront été stencilés.

En ce qui concerne les questions administratives et financières il y a lieu de retenir, la nomination d'une adjointe au Secrétaire Général en fonction, en l'occurrence, Melle DELANY de Nationalité Anglaise.

La préparation du prochain Congrès International de Géologie se tiendra à New Delhi en 1964.

En définitive, les résolutions de toutes les Sous-Commissions ont été adoptées à l'unanimité moyennant quelques amandements peu importants.



Le Secrétariat de la Commission ayant été obligé d'activer les travaux en prévision des fêtes de fin d'année fera parvenir à chaque délégation dans les prochains jours le texte des résolutions finales et d'autres documents y relatifs.

### Propositions

Profitant de notre séjour à Paris, nous avons visité le Bureau de Recherches Géologiques et Minières de Paris (B.R.G.M.) en vue de nous documenter.

Outre l'organisation de ce bureau qui ne diffère pas de beaucoup avec la nôtre, nous avons relevé certains avantages qui découleraient de l'appui que cet organisme peut apporter à notre pays au moment où nous confrontons une carence de Géologues qualifiés et d'ingénieur-Géologues.

*techniciens* Par suite du départ massif des Belges au lendemain de l'indépendance, les travaux du Service Géologique ont subi un ralentissement considérable et aucune nouvelle carte n'a été préparée depuis 1960.

Il y a avantage à travailler en étroite collaboration avec la sous-commission pour - l'Afrique présidée par M. Jean LOBARD, dont le but est de mettre en commun les expériences particulières des Géologues du monde entier et d'arriver à une technique internationale dans les recherches et aussi dans la préparation d'un code normalisé dans la préparation des cartes Géologiques.

Il est vrai que nous avons des richesses naturelles importantes, mais cela ne suffit pas. Il faut les exploiter et pour les exploiter, nous devons déterminer par des recherches géologiques l'inventaire des richesses naturelles de notre jeune pays.

Pour y arriver, on doit adopter l'une des deux solutions : ou bien faire appel à des missions spéciales pour prospecter. C'est le cas de plusieurs organismes européens, ou bien établir un contrat avec le B.R.G.M. pour une durée déterminée en vue d'étudier et de reviser les cartes géologiques de toutes les régions, car après tout il n'y a pas que des zones déjà prospectées qui accusent des possibilités de trouver des gisements; le bassin de la Cuvette Centrale du Congo n'a pas encore livré tous ses secrets, par exemple.

Il est d'ailleurs dit dans l'une des publications du B.R.G.M. que :

Pour le compte d'états étrangers, le B.R.G.M. peut effectuer dans des conditions définies par des conventions particulières ou générales différents travaux : établissement de la carte géologique, prospection générale et recherche des indices minéralogiques études et travaux d'hydrogéologie, recherche scientifiques et techniques en matières géologiques et minières.



Le concours du B.R.G.M. a été sollicité ainsi dans toutes les parties du monde :

<u>EUROPE</u>	: FRANCE, GRECE, PORTUGAL.
<u>AFRIQUE</u>	: ALGERIE, ANGOLA, CONGO (Brazzaville) COTE FRANCAISE, LES SOMALIES, COTE D'IVOIRE, DAHOMEY, ETHIOPE, GABON, GUINEE, HAUTE VOLTA, ILES DU CAP VERT, MALI, MAROC, MAURITANIE, NIGER, REPU- BLIQUE CENTRE-AFRICAINE, SENEGAL, TCHAD.
<u>ASIE</u>	: AFGHANISTAN, BIRMANIE, CAMBODGE, IRAN, LAOS, PAKISTAN, THAILANDE.
<u>AMERIQUE</u>	: GUYANE FRANCAISE, ARGENTINE, BRESIL, CHILI, COLOMBIE, EQUATEUR, PARAGUAY, PEROU.
<u>OCEANIE</u>	: NOUVELLE CALEDONIE, NOUVELLE HEBRIDE, POLYNESIE.

Selon les cas, le B.R.G.M. inter-  
vient :

- soit en collaboration avec les organismes internatio-  
naux (O.N.U. - B.I.R.D., ALLIANCE ET PROGRES, etc..) Aux termes d'un accord à caractère multilatéral, des experts français sont mis à la disposition d'un organisme international pour l'exécution sur le territoire d'un Etat, de travaux tendant à la mise en valeur d'une région déterminée :,

- soit à l'entreprise, pour le compte des Etats ou de Sociétés minières locales;

- soit en vertu d'un accord bilatéral passé entre le Gouvernement Français et un Gouvernement étranger, pour la mise à disposition de ce dernier de spécialistes Français, dans le cadre d'une mission bien définie.

Ce sont là quelques modalités de coopération avec le B.R.G.M. qui peuvent être utiles à notre pays.

En conclusions nous ne pouvons que recommander vivement au gouvernement de prendre des initiatives de ce genre afin d'arriver à un démarrage industriel et économique pour un Congo fort et prospère.

---

Edner Mitton.

---

Philippe Lutete.



Leopoldville, le 7 Janvier 1963.

70-01

A son Excellence  
Monsieur Alexandre MABAMBA  
Ministre des Terres, Mines et  
Energie du Gouvernement Central  
LEOPOLDVILLE/KALISA

De MM. LUTSPE Philippe et  
Edner Mitton. - - - - -

OBJET : Rapport de Mission -  
participation aux travaux  
de la Commission de la Carte  
Géologique du Monde.

Par son ordre de mission n° 363  
en date du 29 novembre 1962, M. le Ministre des Ter-  
res, Mines et Energie du Gouvernement Central nous a  
désignés pour représenter le Congo à la Commission  
de la Carte Géologique du Monde qui s'est tenue à Pa-  
ris au Palais de l'UNESCO, du 17 au 22 décembre inclu-  
sivement.

Afin de nous permettre d'avoir  
une documentation complémentaire sur la Géologie du  
Congo nous avions jugé opportun de visiter le musée de  
Tervuren à Bruxelles, en vue de rencontrer les diri-  
geants de la Section de Géologie travaillant en col-  
laboration avec le Service Géologique de la République  
du Congo.

Malheureusement, par suite d'un  
changement d'horaire de la Sabena notre départ a été  
retardé de 24 heures ce qui ne nous a pas permis de  
prendre contact avec Tervuren, vu qu'en Belgique, les  
bureaux sont fermés les samedis.

Nous arrivâmes donc le dimanche  
16 décembre au soir à Paris, soit la veille de l'ouver-  
ture solennelle des travaux de la Commission.

Après le discours de circonstan-  
ce de Monsieur Pruvost, le message suivant fut adres-  
sé au Président en exercice, Mr Bondel empêché pour  
cause de santé :

.../...



"La Commission de Carte Géologique du Monde, dans sa séance d'ouverture de sa Session plénière, le 17 décembre 1962 rappelle avec reconnaissance les grands services rendus par son Président, M. Fernand BLONDEL, aux travaux de la Commission et au progrès international de la Géologie pendant les années passées et regrette vivement son absence de cette réunion. Elle lui exprime tous ses vœux de guérison et de prompt rétablissement".

M. BLONDEL fut remplacé dans ses fonctions de Président par M. Pierre PRUVOST, membre de l'Académie des Sciences et Président du Comité National Français de Géologie. On procéda, ensuite à la formation des commissions.

A. Commission de Géologie

- a) bureau et noms des membres du Bureau
  - 1) Président : Fernand BLONDEL
  - 2) Secrétaire Général : Jean MARCAIS
  - 3) Vice-Présidents
    - a) pour l'Afrique : F. DIXEY
    - b) " l'Amérique du Nord : W.D. JOHNSTON
    - c) " l'Amérique du Sud : Alberto RIBEIRO LAMECO
    - d) " l'Europe : A. BENTZ
    - e) " l'U.R.S.S. : N. BELLAEVSKI
    - f) " l'Asie et l'extrême Orient : B.C. ROY
    - g) " l'Australie : J.M. RAYNER
    - h) " le Moyen Orient: MOSTAFI

B. Sous-Commission de la Carte Technique

- a) Président : W.D. JOHNSTON
- b) Secrétaires Généraux :
  - 1) pour les U.S.A. : P.W. GUILD
  - 2) pour l'Europe : Prof. R. ROUTIER

De plus, dans le cadre de chaque continent ont été constitués des comités de rédaction dépendant à la fois des présidents de Sous-Commissions spécialisées et des Vice-Présidents d'un continent.

En outre - et ici on insiste davantage la Commission de la Carte Géologique du Monde représente un organisme dépendant du Congrès International de Géologie et groupe tous les pays ou territoires du globe.

Le premier vœu de la Commission a été de recommander que les géologues d'un même continent mettent en commun leurs expériences en vue de la préparation des Cartes Géologiques dont les travaux ne doivent pas être circonscrits par les frontières politiques tracées par l'homme.



D'autre part, il a été demandé aux participants de tous les pays un effort en vue de payer régulièrement les cotisations, ce qui allégerait les dépenses engagées jusqu'à ce jour par la Commission pour le fonctionnement du Secrétariat et pour encourager certaines initiatives (genre organisations des séances plénières, etc.). Il est à noter que le Congo n'a pas versé ses cotisations depuis 1960.

Les sous-commissions ont été groupées comme suit :

- Carte Géologique et Atala ;
- Carte Métallogénique ;
- Carte hydrogéologique ;
- Problèmes administratifs et financiers.

Il est à signaler que tous ces problèmes ont été discutés en groupe de travail d'une douzaine de délégués ou plus et non en assemblée plénière.

Au total le nombre de participants à la Commission ne dépassent pas 100 et représente plus d'une cinquantaine de pays.

Il y a lieu d'ajouter que l'Union Internationale des Sciences Géologiques du Monde (U.I.S.G.) s'est manifesté le désir de voir la Commission se rattacher à elle. Cette proposition doit être revue en Commission et pourra être réalisée en 1964 lors du prochain Congrès à New Delhi si les délégués le jugent utile.

Les problèmes ayant trait à la Géologie, à la Tectonique, à la Métallogénie, à l'Hydrogéologie ont été discutés en commission (groupe de travail) à laquelle nous avons pu prendre part, M. Mitton étant désigné pour l'hydrogéologie et M. Lutete, pour la métallogénie, sans pour autant y prendre part active aux travaux d'élaboration des résolutions finales.

Nous avons pris avec nous toute la documentation concernant les sujets cités plus haut. D'autres documents nous seront expédiés dès qu'ils auront été stencillés.

En ce qui concerne les questions administratives et financières il y a lieu de retenir, la nomination d'une adjointe au Secrétaire Général en fonction, en l'occurrence, Melle DELANY de Nationalité Anglaise.

La préparation du prochain Congrès International de Géologie se tiendra à New Delhi en 1964.

En définitive, les résolutions de toutes les Sous-Commissions ont été adoptées à l'unanimité moyennant quelques amendements peu importants.



Le Secrétariat de la Commission ayant été obligé d'activer les travaux en prévision des fêtes de fin d'année fera parvenir à chaque délégation dans les prochains jours le texte des résolutions finales et d'autres documents y relatifs.

#### Propositions

Profitant de notre séjour à Paris, nous avons visité le Bureau de Recherches Géologiques et Minières de Paris (B.R.G.M.) en vue de nous documenter.

Outre l'organisation de ce bureau qui ne diffère pas de beaucoup avec la nôtre, nous avons relevé certains avantages qui découleraient de l'appui que cet organisme peut apporter à notre pays au moment où nous confrontons une carence de Géologues qualifiés et d'ingénieur-Géologues.

Par suite du départ massif des Belges au lendemain de l'indépendance, les travaux du Service Géologique ont subi un ralentissement considérable et aucune nouvelle carte n'a été préparée depuis 1960.

Il y a avantage à travailler en étroite collaboration avec la sous-commission pour l'Afrique présidée par M. Jean LOBARD dont le but est de mettre en commun les expériences particulières des Géologues du monde entier et d'arriver à une technique internationale dans les recherches et aussi dans la préparation d'un code normalisé dans la préparation des cartes Géologiques.

Il est vrai que nous avons des richesses naturelles importantes, mais cela ne suffit pas. Il faut les exploiter et pour les exploiter, nous devons déterminer par des recherches géologiques l'inventaire des richesses naturelles de notre jeune pays.

Pour y arriver, on doit adopter l'une des deux solutions : ou bien faire appel à des missions spéciales pour prospecter. C'est le cas de plusieurs organismes européens, ou bien établir un contrat avec le B.R.G.M. pour une durée déterminée en vue d'étudier et de réviser les cartes géologiques de toutes les régions, car après tout il n'y a pas que des zones déjà prospectées qui accusent des possibilités de trouver des gisements; le bassin de la Cuvette Centrale du Congo n'a pas encore livré tous ses secrets par exemple.

Il est d'ailleurs dit dans l'une des publications du B.R.G.M. que :

Pour le compte d'états étrangers, le B.R.G.M. peut effectuer dans des conditions définies par des conventions particulières ou générales différents travaux : établissement de la carte géologique, prospection générale et recherche des indices minéralogiques études et travaux d'hydrogéologie, recherche scientifiques et techniques en matières géologiques et minières.



Le concours du B.R.G.M. a été sollicité ainsi dans toutes les parties du monde :

EUROPE

: FRANCE, GRESE, PORTUGAL.

AFRIQUE

: ALGERIE, ANGOLE, CONGO (Brazzaville)  
COTE FRANCAISE, LES SOMALIES, COTE  
D'IVOIRE, DAHOMEY, ETHIOPE, GABON,  
GUINEE, HAUTE VOLTA, ILES DU CAP VERT,  
MALI, MAROC, MAURITANIE, NIGER, REPUB-  
LIQUE CENTRE-AFRICAINE, SENEGAL, TCHAD.

ASIE

: AFGHANISTAN, BIRMANIE, CAMBODGE, IRAN,  
LAOS, PAKISTAN, THAILANDE.

AMERIQUE

: GUYANE FRANCAISE, ARGENTINE, BRESIL,  
CHILI, COLOMBIE, EQUATEUR, PARAGUAY,  
PEROU.

OCEANIE

: NOUVELLE CALEDONIE, NOUVELLE HEBRIDE,  
POLYNESIE.

vient :

Selon les cas, le B.R.G.M. inter-

- soit en collaboration avec les organismes internatio-  
naux (O.N.U. - E.I.R.O., ALLIANCE ET PROGRES, etc...) Aux termes d'un accord à caractère multilatéral, des experts français sont mis à la disposition d'un organisme international pour l'exécution sur le territoire d'un Etat, de travaux tendant à la mise en valeur d'une région déterminée ;

- soit à l'entreprise, pour le compte des Etats ou de Sociétés minières locales;

- soit en vertu d'un accord bilatéral passé entre le Gouvernement Français et un Gouvernement étranger, pour la mise à disposition de ce dernier de spécialistes Français, dans le cadre d'une mission bien définie.

Ce sont là quelques modalités de coopération avec le B.R.G.M. qui peuvent être utiles à notre pays.

En conclusions nous ne pouvons que recommander vivement au gouvernement de prendre des initiatives de ce genre afin d'arriver à un démarrage industriel et économique pour un Congo fort et prospère.

Edner Mitton.

Philippe Lutete.